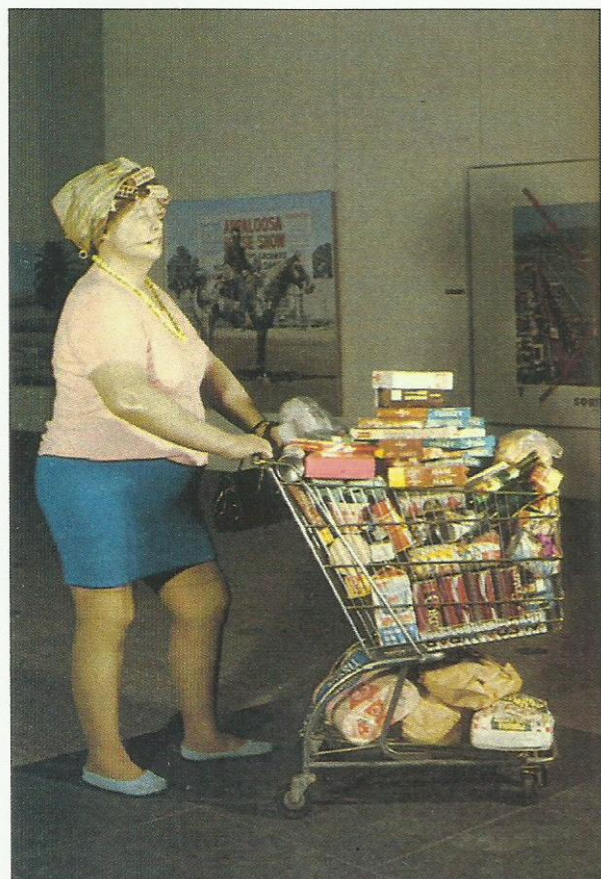


**Pour expliquer
l'inexorable déclin
du FN et de la droite nationale...**

Jérôme Bourbon, Jean-Jacques Stormay & Vincent Reynouard



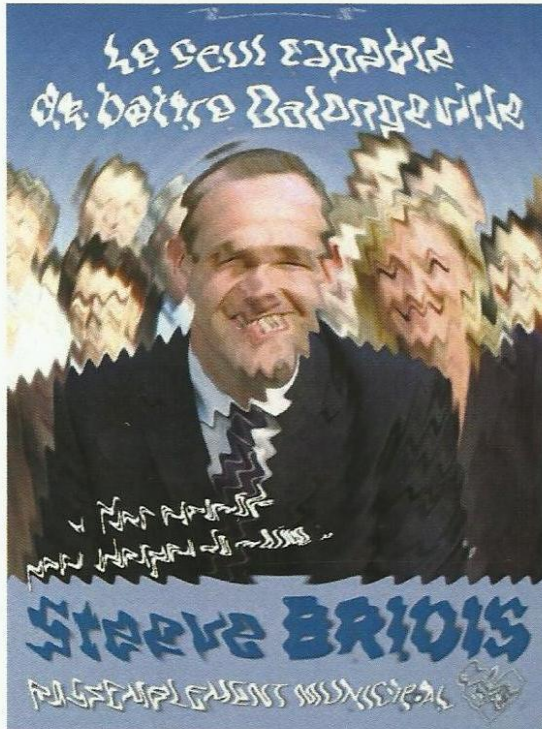
**Les
Européens
aiment
ce Système
et ne
veulent pas
en changer !**

« Les Français et plus généralement les Européens ont la sourde conscience d'aspirer à des biens qui sont contre nature et dont ils ne veulent pas subir les effets objectivement mortifères. Mais incapables de renoncer à ces avantages misérables dont ils sont les esclaves consentants, ils entretiennent l'illusion du changement en passant d'une fausse droite ou droite socialisante à une gauche libérale ou molle. »

Jean-Jacques Stormay

www.vhofrance.org

www.mouvssaintmichel.org



Malgré les différents communiqués de victoire diffusés par le FN après les dernières élections municipales et cantonales de mars 2008, les résultats sont net : le FN et la droite nationale connaissent un déclin qui paraît désormais inexorable.

De nombreuses raisons pourront être invoquées : erreurs stratégiques, propagande haineuse, bévues militantes, etc. Mais elles restent secondaires. Dans cette brochure, J. Bourbon, V. Reynouard et J.-J. Stormay révèlent **la vraie raison** pour laquelle, après avoir connu quelques succès de surface, la droite nationale connaît un déclin inéluctable. Cette raison est simple : fondamentalement, **les Français et leurs voisins européens aiment le Système dans lequel ils vivent**. Certes,

en enfants gâtés, ils se **plaignent de ses dysfonctionnements** qui les touchent directement (criminalité, immigration incontrôlée, fiscalisme, baisse du pouvoir d'achat...). Mais **trop attachés à leurs acquis hédonistes, ils refusent de remettre en cause ce Système**. Voilà pourquoi, comme aux USA, s'instaure peu à peu un bipartisme de façade qui ne laisse plus aucune place aux partis de réelle contestation.

V. Reynouard et J.-J. Stormay expliquent l'erreur fondamentale de la droite nationale depuis des lustres : celle qui consiste à croire que le peuple serait trompé par les juifs et leurs alliés Francs-Maçons, donc qu'il suffirait de le détromper pour arriver au pouvoir. A l'aide d'exemples précis (avortement, flambées des banlieues fin 2005), ils démontrent que l'inanité du sempiternel discours optimiste qui consiste à dire : « Les faits nous donnant raison, les peuples nous rejoindront tôt ou tard... ». Ils expliquent que, contrairement à une opinion trop répandue, les faits en eux-mêmes sont neutres, ils acquièrent leur sens qu'en fonction des Idées qui préexistent au sein des peuples...

Diffusion : VHO - BP 256 - B-1050 Bruxelles 5

379

Prix : 7,50 €

AVERTISSEMENT

AU SUJET DES DEUX ARTICLES QUI SUIVENT

Nos lecteurs trouveront ci-après deux articles sur les élections municipales et cantonales qui se sont déroulées en France le 9 et 16 mars dernier. Le premier est signé Jérôme Bourbon, journaliste à *Rivarol*. Le deuxième a été rédigé par Vincent Reynouard avec la collaboration de Jean-Jacques Stormay.

Bien que ces deux analyses partent de données chiffrées, elles sont complémentaires. Car si la première insiste sur l'aspect politique des résultats, la deuxième pénètre davantage sur le terrain sociologique et philosophique.

MUNICIPALES ET CANTONALES 2008 : LA FIN DE L'ÈRE LE PEN

par Jérôme Bourbon

La présidentielle et les législatives du printemps 2007 avaient montré un net recul du Front national. Mais d'aucuns pensaient là qu'il s'agissait d'un phénomène conjoncturel lié à la campagne très réussie de Nicolas Sarkozy. Le successeur de Jacques Chirac voyant sa cote de popularité fortement chuter dans toutes les enquêtes d'opinion, le Front national aurait dû retrouver les scores qu'il faisait habituellement (autour de 15 %). Las, il n'en a rien été et le numéro 435 de *Français d'abord* (février-mars 2008) qui fait sa une sur le redressement du Front national au scrutin municipal et cantonal des 9 et 16 mars 2008 prend de larges libertés avec la vérité des chiffres, de même que le bureau politique du FN et son président qui se sont félicités de cette remontée du mouvement*.



Le faible score de Jean-Marie Le Pen aux dernières élections présidentielles. L'effet « 21 avril 2002 » avait joué. Et depuis, il joue à chaque élection...

* Voy. par exemple le communiqué de *Français d'abord* daté du 17 mars 2008, intitulé : « Des élus FN au second tour » et qui affirme :

« Dans le contexte difficile du second tour, où les candidats frontistes encore en lice pour les municipales et cantonales ne portaient pas favoris, les représentants du Mouvement national ont réussi leur entrée dans les Conseils municipaux. 23 nouveaux élus qui s'ajoutent aux 40 du premier tour. A Romans sur-Isère, la liste Pinet (6,56%) obtient un élu, à Harnes (Pas-de-Calais) la liste Kleinpetter (6,13%) décroche également un élu, tout comme la liste Bassot (7,65%) à Carpentras (Vaucluse), Joly (8,15%) à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), Ravier (8,03%) dans le 7ème secteur de Marseille (un conseiller d'arrondissement), Touchagues (8,97%) à Vernon (Eure), Guiniot (9,17%) à Noyon (Oise). A Perpignan (Pyrénées-Orientales), la liste Aliot (10,42%) recueille deux élus, tout comme la liste Briffaut (12,61%) à Villers-Cotterêts (Aisne). A Mulhouse (Haut-Rhin) la liste Binder progresse de trois points (14,27%) et obtient quatre élus. A Cluses (Haute-Savoie), la liste Martin (20,45%) place trois élus au conseil municipal. A Hénin-Beaumont enfin, le ticket Steeve Briois-Marine Le Pen consolide son résultat du premier

◆ LA MARGINALISATION DU FRONT NATIONAL

Or, qu'en est-il exactement ? Le Front national présentait 119 listes aux élections municipales dans 85 villes (mais vingt à Paris, neuf à Lyon et huit à Marseille, les trois principales villes de France étant découpées en arrondissements). La grande majorité de ces listes n'atteint pas la barre des 10 % et le FN atteint 0,93 % sur l'ensemble de la France (1,08 % pour l'ensemble de l'extrême droite) contre 45 % pour la droite et 47 % pour la gauche. Certes le Front national était nettement moins présent à ces municipales que les fois précédentes. De même ne présentait-il des candidats que dans la moitié des cantons renouvelables (1 041 sur 2020). Le Front a obtenu 4,85 % aux élections cantonales (5 % pour l'ensemble de l'extrême droite). Si l'on se réfère aux seuls cantons où il était présent, le FN obtient 8,1 % mais il serait erroné de penser que telle est

aujourd'hui son audience nationale. D'abord parce que les cantons où il ne présentait pas de candidat sont souvent des zones où ce mouvement obtient des scores inférieurs à sa moyenne nationale. De plus, le Front fait 3 % dans la capitale qui, du fait de son statut particulier, n'est pas divisée en cantons et ne connaît donc pas d'élections départementales au suffrage universel direct. On peut donc raisonnablement penser que le Front national se situe aujourd'hui au niveau national dans une fourchette comprise entre 5 et 7 % des suffrages, ce qui est très loin de sa belle époque où il récoltait régulièrement 15 %.

◆ DIX ANS DE REFLUX

En outre, la moindre présence du mouvement national tant aux municipales qu'aux cantonales est précisément l'un des signes objectifs, cliniques de son déclin. Le FN a plus de mal à trouver des candidats et donc

tour (28,83%), augmente de près de 10 points le score obtenu par Steeve Briois en 2001 et décroche 5 élus. Comme la Vice-présidente exécutive du FN a eu l'occasion de le déclarer dimanche soir, le maire sortant Gérard Dalongeville « a usé d'une politique de clientélisme qui fonctionne très bien dans un contexte difficile pour le FN, et compte tenu de la forte poussée de la gauche, je considère que nous améliorons un petit peu notre score. Nous ne nous considérons pas comme battus » a-t-elle ajouté, « le socle du FN est important, sérieux et fidèle ». « Un jour ou l'autre, nous serons le phare parce que nous n'avons jamais varié et que nous ne sommes pas à vendre ». « Ça a été une immense joie de perdre cette campagne avec vous, nous avons fait un travail remarquable », a-t-elle ajouté en s'adressant aux militants.

« Malgré le poids des notables...

« Aux élections cantonales, élections plus politiques, comme l'a relevé Jean-Marie Le Pen, les résultats obtenus par les candidats du FN au second tour ont confirmé ce net regain de forme pour l'opposition nationale malgré le poids des notables UMPS. Dans le Gard, dans canton de La Vistrenque, Evelyne Ruty recueille 16,97% (16,70% au premier tour) et Yvan Corbière 17,54% (19,46% au premier tour) dans celui Marguerite. Dans le canton de Grandvilliers dans l'Oise, Michel Quignon recueille 15,08% (16,25% au premier tour) ; dans la cantonale d'Hénin-Beaumont Brigitte Descamps améliore son score du 9 mars (16,79% au premier tour) avec 17,68%. Tout comme Claude Thiébaut dans le canton de Lure-Sud en Haute-Saône, qui se hisse devant le candidat de l'UMP avec 18,94% des voix (15,11% au premier tour). Dans le canton de Bray-sur-Seine en Seine-et-Marne, Frédéric Laurent tire son épingle du jeu face à des politiciens très implantés avec 11,52% (15,62% au premier tour), à l'instar de Jean-Michel Léveillé dans le canton de Romilly-sur-Seine dans l'Aube qui totalise 12,61% des suffrages (15,67% au premier tour). Seule en lice face à un notable PS, Marie-Claude Aucouturier progresse très significativement en récoltant 24,80% des suffrages dans le canton de Marseille-Saint-Mauront (17,23% au premier tour). » (Source : <http://www.fdamag.fr/> quot.php).

à constituer des listes dans les communes et de plus il fait face à de sérieuses difficultés financières.

■ **Le résultat d'une gestion interne catastrophique**

Mais l'argument pécuniaire, souvent utilisé pour expliquer cette moindre participation aux élections, n'est pas l'élément d'explication essentiel. La vérité, c'est que le Front a moins de militants, que beaucoup ont été dégoûtés ou lassés par des querelles intestines répétées, des échecs électoraux en cascades, des concessions et contradictions dans l'exposé du programme, un repli clanique sur la famille du fondateur. Car si les raisons du déclin sont d'abord externes (recentrage du corps électoral, opération de séduction réussie en 2007 par Sarkozy, réussite des entreprises de diabolisation, augmentation du nombre des immigrés naturalisés, perte du sens national et des repères, chantage au vote utile à la suite du « séisme » de 2002), il faut reconnaître que depuis une dizaine d'années le Front national fait tout ce qu'il faut pour décourager ses plus fervents soutiens. Scission fratricide en 1998-1999, exclusions et démissions à répétition (départ de Bernard Antony en 2003, exclusion de Bompard, suspension de Marie-France Stirbois et de Philippe de Beauregard en 2005, départ des Baeckeroot en 2007), retrait des instances dirigeantes

d'une quinzaine de personnalités dont Lang, Bild, Le Rachinel qui ont refusé de se présenter à nouveau au comité central lors du congrès de Bordeaux en novembre 2007, marginalisation de Lang qui perd en octobre 2005 le secrétariat général et de Gollnisch qui perd deux ans plus tard la délégation générale et dont les fonctions sont limitées à l'international tandis que Marine Le Pen et ses proches s'emparent de la quasi-totalité de l'appareil au grand dam de quantité de responsables et de militants auxquels la personnalité, le profil, les idées et les méthodes de la dernière fille Le Pen donnent de l'urticaire !

■ **Amateurisme et concessions inacceptables**

A cela s'est ajoutée l'affaire de la domiciliation fiscale de Le Pen à Nice lors des régionales de mars 2004, dossier qui montre aux yeux du grand public le regrettable amateurisme et l'incroyable légèreté de la direction du mouvement. Puis deux mois plus tard les querelles internes liées à la constitution des listes aux européennes de juin 2004 (remplacement au dernier moment de « l'historique » Marie-France Stirbois par Lydia Schénardi dont la seule compétence reconnue est la défense de la cause animale !). Et le plus grave, ce sont les signes d'allégeance au Système qui se sont succédé tout au long de la campagne de la présidentielle du printemps 2007 : catastrophique discours de Valmy le 20 septembre 2006, affiche avec une Beurette habillée à la manière d'une prostituée en décembre 2006, odes



Le départ de Bernard Antony du Front est un symptôme des querelles idéologiques qui fragilisent le parti de J.-M. Le Pen. Tout le monde n'y voit pas d'un bon œil le courant « mariniste »



Une affiche très maladroite; qui a choqué les convaincus sans convaincre les opposants...

répétées à la déesse laïcité et à la République, discours sur la dalle d'Argenteuil écrit par Farid Smahi et prononcé par le candidat Le Pen en avril 2007 reprochant à Sarkozy d'avoir dénoncé les « racailles » et dégoulinant de démagogie à l'égard des immigrés extra-européens, approbation du Pacs, discours plus qu'ambigus sur l'euthanasie et l'avortement tenus dans l'hebdomadaire *Famille chrétienne* le 21 mars 2007, visite d'un cimetière chinois, dynamitage de l'Union patriotique pourtant proclamée solennellement avec Bruno Mégret sur le perron de Montretout. Autant d'incongruités qui ont de quoi démobiliser et troubler, pour ne pas dire davantage, nombre de militants, de sympathisants et d'électeurs.

◆ UNE HÉCATOMBE GÉNÉRALE

■ *Quelques bons résultats...*

Le résultat est là. Si le mouvement de Jean-Marie Le Pen avait pu se maintenir au second tour dans 103 communes en 1995 et dans 41 en 2001, seule une dizaine de listes frontistes ont pu se maintenir au second tour des municipales : celle de Steeve Briois (28,53 %) à Hénin-Beaumont, de Dominique Martin à Cluses (23,60 %), de Michel Guiniot à Noyon (16,98 %), de Louis Aliot à Perpignan (12,29 %), de François Dubout à Calais (12,35 %) mais ce dernier a décidé de se désister pour la candidate UMP afin de faire chuter le maire communiste sortant, de Stéphane Ravier dans le 7^e secteur de Marseille (11,80 %), de Patrick Bassot à Carpentras (11,58 %) et de Patrick Binder à Mulhouse (10,31 %). Parmi les conseillers municipaux

frontistes élus dès le premier tour, on notera le résultat plutôt encourageant de notre ami Yvan Benedetti, dirigeant de l'Oeuvre française, à Vénissieux (11,16 %) sur une ligne très radicale, fort hostile à l'islamisation (il y a 14 mosquées pour 4 églises dans la ville dirigée par le stalinien André Gérin réélu au premier tour) et à l'immigration, défendant les valeurs traditionnelles et le social face à une mondialisation de plus en plus folle.

■ *... qui ne cachant pas l'hécatombe*

Mais les résultats d'ensemble sont une hécatombe pour la mouvance nationale : les rares listes FN qui avaient pu se maintenir au second tour des municipales ont généralement régressé : à Hénin-Beaumont la liste de Steeve Briois et de Marine Le Pen reste stable en pourcentage mais perd 20 voix, à Cluses Dominique Martin passe de 23,60 % à 20,45 %, à Noyon Michel Guiniot de 16,98 % à 9,17 %, à Marseille dans le 7^e secteur Stéphane Ravier régresse de 11,80 % à 8,03 %, à Carpentras Patrick Bassot fléchit de 11,58 % à 7,65 %, à Villeneuve-Saint-Georges Dominique Joly passe de 11,39 % à 8,15 %, à Perpignan Louis Aliot régresse de 12,29 % à 10,42 %, à Romans-sur-Isère Bernard Pinet passe de 11,41 %

Titre d'un article paru dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France*. L'analyse du journaliste est incontestablement la bonne.

Le grand ressac du Front national



HÉNIN-BEAUMONT (PAS-DE-CALAIS), HIER. Marine Le Pen est arrivée en deuxième position avec 28,53 % des voix. (PHOTOPQR/LA VOIX DU NORD n/c LEFEBVRE.)

à 6,56 %, à Villers-Cotterêts Franck Briffaut régresse de 18,64 % à 12,61 %. Seule exception : Mulhouse où le dynamique Patrick Binder en triangulaire progresse de quatre points, passant de 10,31 % à 14,27 % malgré la consigne de vote de Freulet en faveur du maire sortant Jean-Marie Bockel.

■ *Même constat chez les dissidents*

Les autres mouvements classés à l'extrême droite n'ont pas brillé davantage que le Front. Le MNR qui n'avait pu présenter que 6 listes sur toute la France (contre 191 en 2001 !) et 28 candidats aux cantonales (contre près de 1700 en 2001) ne garde qu'un seul conseiller municipal en France, celui de Nicolas Bay, secrétaire général et numéro deux du MNR, élu à Sartrouville. Quant à Bruno Mégret, il avait même renoncé à se présenter à Marseille sachant qu'il allait à l'abattoir. De fait, les listes MNR dans la cité phocéenne n'atteignent pas les 1 %. Le président d'Alsace d'abord Robert Spieler est scotché à 2 % à Strasbourg. Les identitaires de Philippe Vardon qui font beaucoup parler d'eux sur Internet récoltent 3,03 % à Nice, ce qui n'est pas tout à fait négligeable sachant qu'il y avait une liste FN (4,17 %) conduite par l'eurodéputé Lydia Schénardi et celle du maire sortant divers droite Jacques Peyrat (23,14 %), un transfuge du FN et vieux compagnon de route de Jean-

Marie Le Pen, mais c'est un score nettement insuffisant pour peser sur le débat politique et même pour se faire rembourser ses frais de campagne.

◆ **DREUX EST DÉFINITIVEMENT TOMBÉ**

De manière symptomatique, à Dreux où a commencé il y a vingt-cinq ans l'émergence électorale du FN, la liste identitaire menée par le conseiller municipal sortant Laurent



Jean-Pierre Stirbois († 1988). Aux élections municipales de septembre 1983, il obtint à Dreux 16,72 %, provoquant un « coup de tonnerre ». 25 ans plus tard, tout cela n'est qu'un lointain souvenir...



Leclercq est bloquée à 4,30%, là même où Marie-France Stirbois était triomphalement élu député en décembre 1989 à plus de 60 % des voix contre la « bande des quatre » (PC, PS, RPR, UDF) et où elle fut conseiller général en mars 1994 au scrutin majoritaire à deux tours. En 1988, peu avant sa mort, feu Jean-Pierre Stirbois avait écrit et publié un livre

Jacques Peyrat en 1992. Ancien compagnon de route de JM Le Pen, il a depuis quitté le FN pour se présenter sous l'étiquette « divers droite ».

Tonnerre de Dreux. L'avenir nous appartient. Vingt ans plus tard, l'optimisme de l'auteur paraît hélas très exagéré.

Au reste le cas de Dreux, pour symbolique qu'il soit, n'est pas unique. Les anciennes villes FN font désormais pâle figure. Qu'il est loin le temps où Jean-Marie Le Chevallier était maire de Toulon et Catherine Mégret maire de Vitrolles ! Le FN n'a obtenu que 6,5 % dans la capitale du Var où la réélection au premier tour de l'UMP Hubert Falco permet à l'avocat Jean-Louis Bouguereau de devenir conseiller municipal. Et à Vitrolles, avec 9,71 %, le FN est éliminé du second tour et n'aura pas de représentation alors même que Catherine Mégret obtenait 52 % des voix, là encore seule contre tous, en mars 2001. La chute est spectaculaire et d'autant plus significative qu'il s'agit là de Français qui ont connu, expérimenté plusieurs années durant la gestion frontiste. Le reflux atteint toute la région PACA car le FN n'ob-

tient que 4,17 % à Nice et moins de 9 % à Marseille où il n'atteint la barre des 10 % que dans deux des huit secteurs. Il n'aura d'ailleurs qu'un seul conseiller municipal dans la cité phocéenne (et zéro à Paris, Lyon, Bordeaux, Nice, Toulouse...) C'est bien la fin d'une époque. Même à Marignane, l'ex-FN et ex-MNR Daniel Simonpiéri, qui brigait un troisième mandat consécutif, a été éliminé. Son concurrent divers droite, Eric Le Dissès, l'a battu de près de trente points au soir du second tour (51 % contre 23 %) après avoir affiché dix points d'avance au compteur le 9 mars (38 % contre 28 %). Le fait de s'être rapproché de l'UMP dont il avait même décroché l'investiture n'a pas suffi à Simonpiéri pour qu'il sauvât son siège. Et tout laisse à penser qu'il perdra également son mandat de conseiller général des Bouches-du-Rhône en mars 2010 lorsque le canton de Marignane sera soumis à renouvellement.

National Hebdo, 2 avril 1992, p. 16. Il est bien loin le temps où le FN réalisait de très bons scores en PACA et plus particulièrement à Nice.

FN

PROVENCE

ALPES-CÔTE D'AZUR

NUMÉRO 1 A NICE

■ Après un score de plus de 27 % dans les Alpes-Maritimes, le Front national, qui talonne la liste de la Bande des Quatre dont les membres se distribuent des baisers de Judas, l'a, en revanche, avec 30 % des suffrages, nettement emporté à Nice où il est désormais le parti politique phare de la capitale de la Côte d'Azur, 5^e ville de France.

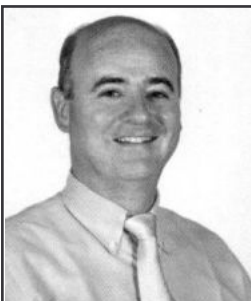
Un Niçois sur trois a donc choisi **Jean-Marie Le Pen** et ses colistiers, malgré la mauvaise foi flagrante teintée de hargne avec laquelle l'ensemble des médias qui se sont livrés à des commentaires fielleux et sournois, pour laisser



◆ L'EXCEPTION ORANGEOISE : SES RAISONS ET SES LIMITES

Seule exception : Orange où Jacques Bompard connaît un triomphe personnel puisqu'il est à nouveau réélu dès le premier tour dans la petite cité vaclusienne avec 60,97 %, ce qui est encore mieux qu'en 2001. Et dans le canton d'Orange-Ouest, il a été réélu au second tour avec près de 60 % des voix après avoir frôlé la réélection dès le 9 mars avec 48,81 % des suffrages. Et son épouse Marie-Claude, déjà conseiller général d'Orange-Est, enlève au second tour la mairie de Bollène dans une triangulaire avec 47,95 % devançant le maire sortant socialiste Marc Serein de près de 4 points.

Ces résultats du couple Bompard qui le placent en position de force dans le Nord Vaucluse font figure d'exception dans le camp national (avec la réélection de l'ex-FN Marie-Christine Bignon à Chauffailles dès le premier tour avec 65 % des suffrages exprimés). Ils récompensent une gestion très appréciée des Orangeois (rénovation des façades, embellissement du centre-ville, disponibilité de chaque instant), et sur le plan de l'efficacité électorale le FN peut regretter de n'avoir pas su conserver Bompard parmi les siens, Orange étant désormais la seule municipalité élue en 1995 sous l'étiquette FN à conserver son édile. Car le succès de Bompard



T. de La Tognaye

et de son épouse contraste avec les scores très médiocres du Front dans le Vaucluse : à Avignon avec 9 % Thibaut de La Tognaye est éliminé de la course alors qu'il était au conseil municipal depuis des années et à Carpentras, où le parti de Jean-Marie Le Pen dépassait naguère allègrement les 30 %, il obtient péniblement sous la conduite de Patrick Bassot 11, 58 %



Jacques Bompard en 1992 (avec la flamme du FN). Aujourd'hui, il milite au MPF de Philippe de Villiers.

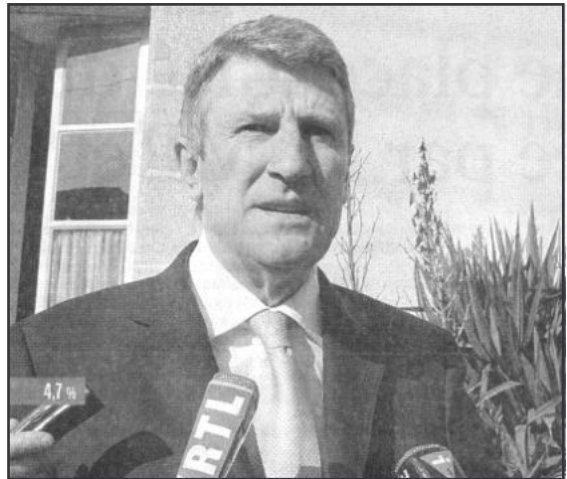
au premier tour et quelque 7 % au second.

Pour autant, disons-le tout net, ce n'est pas parce que l'on est élu ou réélu confortablement à la tête d'une municipalité, d'un canton, d'une circonscription que l'on est forcément estimable et de valeur. Cela indique simplement que l'on a la confiance, le soutien, l'appui, l'approbation de la majorité des électeurs qui s'expriment dans l'urne. La réussite municipale de Bompard est indéniable et il n'a pas tort lorsqu'il déplore le fait que la direction du FN n'ait pas accordé au travail d'implantation locale l'importance qu'elle méritait. Pour autant, lorsqu'il explique à l'hebdomadaire *Minute* en date du mercredi 18 mars 2008 que si « *les dirigeants du Front avaient fait leur travail, nous serions déjà au pouvoir* », on ne peut qu'être abasourdi par une déclaration aussi naïve ou aussi peu intellectuellement honnête car elle mésestime, elle minore considérablement à la fois la force colossale du Système qui n'aurait jamais accepté que le Front arrivât à la tête de l'Etat mais

cette analyse du maire d'Orange néglige également le conformisme, le grégairisme d'une bonne partie des Français qui n'ont pas en eux les capacités de résistance et les défenses immunitaires suffisantes pour voter majoritairement en faveur du camp national. On ne peut sérieusement comparer une petite et d'ailleurs charmante cité du Vaucluse de moins de trente mille habitants qui a longtemps donné au FN des scores exceptionnels (supérieurs à 30 %) et l'ensemble de la France.

De plus, la gestion d'une municipalité est pour l'essentiel apolitique. Comme l'avait dit une fois Bompard, alors qu'il était encore en FN, « *à la mairie d'Orange, je fais abstraction de mon étiquette FN* ». Et en effet, pour réussie et appréciée qu'elle soit, la gestion bompardienne d'Orange ne consiste nullement à mettre en application la préférence nationale ou la réduction du nombre d'allogènes. Bompard voudrait-il s'y risquer, il ne le pourrait pas sauf à entrer dans l'illegalité, devenir inéligible et être démis de ses fonctions. On se souvient de ce qui est arrivé à Catherine Mégret, alors maire de Vitrolles et à son premier adjoint Hubert Fayard pour avoir institué en 1998 une prime de naissance réservée aux parents d'enfants français ou européens : une condamnation prohibitive en première instance, en appel, confirmée en cour de cassation et une inéligibilité de deux ans pour les deux intéressés. Par conséquent, la réussite de Bompard est une chance pour lui-même, son épouse et sa famille. Mais la vérité oblige à dire qu'elle est d'assez peu d'utilité pour le camp national. L'arbre ne doit pas cacher la forêt.

Et puis n'oublions pas que Bompard et son épouse ont rejoint le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers fin 2005 et qu'ils en sont toujours membres au jour d'aujourd'hui. D'ailleurs, dans cette même interview à *Minute* Bompard redit qu'il appartient toujours au



P. de Villiers. Après avoir fait accroire qu'il avait enfin rompu avec le système UMPS, il est revenu au bercail sarkoziste.

MPF dont il reste vice-président, ce qui n'est pas rien, et qu'il fait toujours confiance à son président. Par conséquent, si le maire et conseiller général d'Orange est sans doute une référence en matière de bonne gestion municipale, il ne l'est pas s'agissant de la rectitude et de la lucidité politique. Non plus que de la probité intellectuelle. Car Villiers, après avoir fait accroire qu'il avait enfin rompu pendant la campagne présidentielle avec le système UMPS, est revenu au bercail sarkoziste. En appelant explicitement à voter, comme d'ailleurs Bompard, pour le candidat de l'UMP au second tour de la présidentielle le 6 mai 2007. En obtenant le soutien du parti sarkoziste pour sa réélection à la présidence du conseil général de Vendée le 20 mars 2008. En restant silencieux lors du vote par le Parlement du traité de Lisbonne, copie conforme de la Constitution européenne qu'il avait tant combattue en 2005 le temps d'un référendum et qu'il assimilait à juste titre à une trahison de notre indépendance et de notre souveraineté. En s'abstenant de participer à des manifestations en faveur de la vie et contre la culture de mort en prétextant l'urgence de sa campagne pour les cantonales !

Dans le Nord Vaucluse les Bompard savent très bien jouer de l'ambi-

guité à leur avantage. Pour les sympathisants du Front, ils restent du camp national. Pour les électeurs de la droite parlementaire, l'étiquette villiériste est rassurante et décontaminante. Par conséquent, cela leur permet de faire le plein des voix des droites. Encore une fois, c'est une habileté politique incontestable. S'agissant de la clarté du combat, des idées et du positionnement, c'est nettement moins satisfaisant. Certes l'on comprend qu'un politicien du Système utilise de telles roueries. De la part d'un militant national qui a commencé à la Fédération des étudiants nationalistes de Pierre Sidos puis a poursuivi à Occident et à Ordre nouveau, c'est à notre avis plutôt regrettable. L'efficacité, même en matière électorale, ne permet ni ne justifie pas tout.

◆ L'ÉCHEC CUISANT DE MARINE LE PEN

En tout cas, Bompard doit être ravi de la déconfiture de Marine Le Pen qu'il exècre et vu la capacité de la vice-présidente exécutive du FN à se faire des ennemis, on peut penser que beaucoup dans la famille nationale n'ont pas été mécontents de l'échec de la benjamine des filles Le Pen à Hénin-Beaumont.

Sachant que le Sud de la France qui avait été pendant près d'un quart de siècle un bastion du FN boudait désormais la droite nationale, Marine Le Pen croyait en effet qu'elle pourrait sauver sa mise en allant dans le Nord, cette région ayant mieux résisté que les autres au déclin du FN à la présidentielle du 22 avril 2007 du fait de sa forte tradition ouvrière et de ses catégories populaires encore numériquement importantes.

Or Marine Le Pen qui fondait tous ses espoirs sur la conquête de Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais pour se hisser en position de force dans la perspective de la succession du président du FN, a été étrillée. Avec 28,53 % au premier tour, le tandem qu'elle formait avec Steeve Briois est arrivé à 15 points du maire sortant, le divers gauche Gérard Dalongeville (43,09 %) au soir du premier tour. Et la gifle est encore plus sévère au second tour où la liste FN a même perdu une vingtaine de voix et ne gagnant en pourcentage que trois dixièmes (28,83 %) tandis que le maire sortant frôlait les 42 %, à plus de vingt-trois points de la vice-présidente exécutive du FN.

Le tandem Briois-Le Pen à Hénin-Beaumont.





Le socialiste Gérard Dalongeville savoure sa victoire à Hénin-Beaumont face à la liste FN où Marine Le Pen apparaissait en deuxième position. Or, la ville « *présentait une situation idéale sur le papier pour la droite nationale : une municipalité de gauche très décriée, convaincue de corruption, profondément divisée et une droite institutionnelle quasiment inexistante* ».

On objectera que dans le contexte actuel atteindre 28 % des voix dans une commune, ce n'est pas négligeable pour le FN. Mais sachant que Marine Le Pen s'était donnée comme objectif de s'emparer de cette ville et qu'elle s'était donnée les moyens financiers et militants pour y parvenir, qu'elle a bénéficié par ailleurs d'une forte médiatisation et d'une certaine « starisation », l'échec est cuisant. D'autant que Hénin-Beaumont, comme Vitrolles en 1995 et 1997, présentait une situation idéale sur le papier pour la droite nationale : une municipalité de gauche très décriée, convaincue de corruption, profondément divisée et une droite institutionnelle quasiment inexistante. Le tout sur un fond de chômage massif et de paupérisation de la population locale.

A la présidentielle et aux législatives de 2007, la région Nord-Pas-de-Calais avait été l'une des rares à ne pas connaître un effondrement du vote FN. Cette tendance ne s'est confirmée nulle part à ces municipales où le FN n'obtient qu'à peine 5 % à Lille, 8,94 % à Roubaix (le MNR 2,82 %), Christian Baeckeroot, qui n'avait d'ailleurs pas l'investiture officielle du Front de fait de son opposition publique à Marine Le Pen, récoltant quelque 7 % à Tourcoing là où il faisait 31 % en 1995.

Outre Hénin-Beaumont, le FN pensait avoir quelque chance de l'em-

porter à Cluses et à Noyon. Las, les résultats du premier tour ont douché bien des enthousiasmes. A Cluses, Dominique Martin arrive en quatrième et dernière position avec 23,60 % à plus de cinq points du maire sortant UMP Jean-Claude Léger qui a été réélu au second tour avec 20 points d'avance sur le frontiste Martin (20 %). De même à Noyon, où le vétéran Pierre Descaves fut conseiller général de 1998 à 2004 et où il faillit enlever la mairie en 1995, Michel Guiniot, patron du FN en Picardie, a obtenu 16,98 % le 9 mars et moins de 10 % le 16 au soir. Comme quoi les temps changent !

◆ LA FIN D'UN CYCLE

A n'en pas douter, que cela plaise ou non, il faut dire la vérité, et l'équipe de *Sans Concession* se fait un devoir de la clamer à temps et à contretemps, quoi qu'il en coûte, ces élections marquent la fin d'un cycle pour le Front national commencé il y a un quart de siècle par les beaux scores de Jean-Marie Le Pen dans le XX^e arrondissement de Paris et de Jean-Pierre Stirbois à Dreux. L'évidence saute aux yeux : le Front connaît un profond désamour de la part des Français comme l'avaient déjà montré les élections de 2007 et ce désamour nous semble durable. Même si cela peut apparaître injuste

à certains, pour nos compatriotes, l'ère Le Pen, c'est celle de Giscard, de Chirac et de Mitterrand. C'est le passé. Aussi ne sera-t-il pas simple pour un mouvement national divisé, aux forces militantes amoindries, et alors que reste lancinante la question de la succession de son chef historique, de remonter la pente et d'incarner à nouveau une espérance pour notre peuple.

D'autant que depuis la « divine surprise » de 2002, beaucoup de nos compatriotes semblent être entrés à la niche et s'y sentir plutôt bien. En effet, alors même que nous assistons à une paupérisation progressive de la population, qu'aucun des grands problèmes du pays n'a été résolu, que le style de Sarkozy indispose, les électeurs votent encore massivement pour l'UMP et le PS instituant un bipartisme de fait. Comme nous l'avons écrit, le 21 avril 2002 Le Pen a atteint son apogée électorale mais c'était là le chant du cygne, la dernière clarté que la lampe jette en s'éteignant. On le voit beaucoup plus clairement aujourd'hui, la scission de fin 1998 entre les lepénistes et les mégrétistes a marqué le début de l'implosion du FN qui avait émergé et s'était consolidé sur la scène politique pendant quinze ans au point que tout tournait autour de lui.

◆ UN PEUPLE A LES DIRIGEANTS QU'IL MÉRITE

Tout cela est désormais bien fini. Et il est triste de voir que ce rôle d'arbitre des élégances est désormais révolu à un Bayrou, homme sans

conviction, sans doctrine, sans idéal et dont on a pu voir pendant ces municipales que son parti, le MoDem, se vendait au plus offrant, à gauche à Marseille et à Lille, à droite à Toulouse et à Périgueux, avec un grand insuccès.



« pour nos compatriotes, l'ère Le Pen, c'est celle de Giscard, de Chirac et de Mitterrand. C'est le passé. »

Au fond, comme l'ont analysé et écrit tant Vincent Reynouard que Jean-Jacques Stormay, nos compatriotes, pour la plupart d'entre eux, reconnaissent parfaitement dans les hommes du Système qu'ils reconduisent généralement dans leurs fonctions. Ils se plaignent que les impôts et taxes sont trop élevés, que la vie devient trop chère, que le pays est mal géré, que la classe politique est pourrie, que jamais rien ne change, en tout cas pas dans le bon sens,

mais ils continuent à voter pour les hommes et partis du Système. Et même un FN relooké, modernisé, recentré, rendu inodore comme l'est celui de Marine Le Pen et de ses proches ne séduit pas les électeurs. Ce qui prouve que, quitte à n'être ni compris ni suivi par son peuple, autant ne faire aucune concession. L'histoire retiendra que l'élection nationale qui a suivi les pires émeutes allogènes que notre pays ait connues, en novembre-décembre 2005 a vu l'effondrement de la droite nationale. Alors que les analyses et les prédictions de la droite nationale depuis des décennies étaient validées par ce soulèvement des banlieues occupées, les électeurs se détournent de l'homme et du parti qui avaient inlassablement dénoncé les dangers mortels que faisait peser pour la survie de notre pays et de notre peuple l'immigration massive. Ce seul fait suffi-

rait à invalider la pertinence de la distinction maurrassienne entre le pays légal et le pays réel et rend vaine toute recherche de conquête du pouvoir par les urnes.

Car, et *Sans Concession* l'a souvent dit, le mal ne vient pas seulement des (pseudo-)élites dirigeantes. Le mal est plus profond et il vient de loin. Ce sont les Français qui ont les chefs qu'ils méritent. Au reste, il n'y a quasiment aucune conscience ethnique chez nos compatriotes comme l'indiquent les résultats des Beurs et autres Blacks présentés par l'UMP et le PS à ces élections locales et qui obtiennent des scores comparables à ceux des autres candidats de ces partis : ainsi la Franco-Marocaine Rachida Dati, ministre de la Justice dont les deux frères sont des délinquants de droit commun et qui a fait



Rachida Dati : ministre qui a fait un faux pour faire croire qu'elle possédait un diplôme universitaire. Éluë avec 60 % des voix ! Oui, les Français ont les gouvernants qu'ils méritent.

elle-même un faux pour faire croire qu'elle était titulaire d'un diplôme a été élue largement dans le très bourgeois VII^e arrondissement de Paris : 49, 50 % au premier tour, près de

60 % au second. Preuve que le poisson pourrit par la tête. Face à cette situation, les mensonges du style « le FN se redresse et de toute façon l'on fera beaucoup mieux demain » sont insupportables. On ne le dira jamais assez, comme le dénonçait déjà Bernanos à son époque, « *l'optimisme est l'espérance des imbéciles* ».

Ce n'est quand même pas un hasard si depuis deux cents ans toutes les tentatives de réactions ont échoué depuis le soulèvement vendéen jusqu'à l'OAS en passant par le boulangisme, l'Action française et les ligues de l'entre-deux-guerres. Il y a certes des différences notables entre ces différentes entreprises mais partout l'on doit incriminer l'absence de principe et de doctrine, la carence des chefs, le manque de vertu et d'organisation, le déficit d'esprit d'équipe. Mais sans doute faut-il aussi y voir une épreuve et un châtimeut voulu par la Providence. Il est quand même frappant de constater que depuis la Renaissance l'on assiste à un déclin quasiment continu dans tous les domaines. Nous sommes châtiés parce que nous ne sommes plus chrétiens. Et de cette déchristianisation chaque jour plus totale de la société et des individus, nous ne sommes pas près de nous relever. Nous nous dirigeons vers l'abîme. Heureusement nous reste une invincible espérance surnaturelle qu'en ce temps pascal nous devons tout particulièrement cultiver. Car au final nous en sommes convaincus : Dieu aura forcément le dernier mot.

Jérôme BOURBON,
<jeromebourbon@yahoo.fr>.

MUNICIPALES ET CANTONALES 2008 : LES RAISONS PROFONDES D'UNE DÉROUTE

par Vincent Reynouard et Jean-Jacques Stormay

LANGUE DE BOIS

◆ LES ÉTERNELS OPTIMISTES

En novembre 2007, la présidente de « Générations Le Pen », Marie-Christine Arnautu, se déclarait optimiste sur l'avenir du FN. Dans son éditorial, elle écrivait :

Le petit Nicolas [Sarkozy], tel un pirate énervé, déguisé en Jean-Marie, a copié/collé notre programme à grands coups de com. et de paillettes : les Français l'ont cru, ils déchantent déjà ; les résultats des dernières élections cantonales partielles en témoignent, l'original retrouve enfin leur préférence et on ne les y reprendra pas une nouvelle fois. Quant à la si-rène Ségolène, ni sa démocratie participative, pas plus que sa bravitude



n'ont suffi à enchanter les électeurs. Depuis, jamais notre pays n'avait autant souffert d'un tel manque de solidarité nationale : les fractures sociales, générationnelles, économiques font vaciller, chaque jour un peu plus, les fondements de notre nation, après en avoir déjà détruit les murs.

Les mensonges ne paient qu'un temps et la mascarade du « mini traité simplifié » européen, qui n'a, de fait, de « mini » et de « simplifié » que le nom, sonnera le début de la fin du « Sarkoshow », s'agissant d'une maxi escroquerie à la démocratie. À laquelle la sanction ne devrait pas tarder.

En revanche, le travail, lui, paie sur le long terme. Celui qui a été entrepris dans la conception du programme présidentiel ? Celui entrepris sur le terrain par nos militants, animés du même courage, toutes les forces investies dans les campagnes législatives, tout ceci paiera au cours des trois prochaines échéances électorales. Parions que les Cassandre d'aujourd'hui seront les premières à féliciter notre Président pour sa clairvoyance en affirmant « qu'ils n'avaient jamais douté de son talent... » Et ce sera tant mieux.

Jean-Marie Le Pen choisira sans doute un jour de descendre à quai et, ce jour-là, il ne lèguera pas un rafiot, mais bien un paquebot, à la coque solide*.

← Nicolas Sarkozy

* Voy. « L'édito de Générations Le Pen » par Marie-Christine Arnautu, mercredi 07 novembre 2007. texte consultable sur : <http://generationslepen.com/>

l'irrésistible ascension

réunions publiques de la campagne présidentielle.

1972 Création du Front National par Jean-Marie Le Pen

1974 Lancement de la grande campagne contre l'immigration et pour le salaire parental aux familles françaises

1975 Jean-Marie Le Pen demande la protection des peuples contre les risques nucléaires 10 ans avant la catastrophe de Tchernobyl.

1981 Le 10 mai, jour du second tour de l'élection présidentielle, 6000 patriotes défilent derrière Jean-Marie Le Pen à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc.

1983 Jean-Marie Le Pen obtient 11,3 % des voix dans le XX^{ème} arrondissement de Paris lors des élections municipales. À Dreux, Jean-Pierre Stirbois réunit 16,7 % des voix.

1984 Aux élections européennes, le Front National pulvérise les sondages, obtenant 11 % des voix. 10 députés européens du FN font leur entrée au Parlement de Strasbourg pour y combattre l'Europe supranationale.

1985 110 cadres du mouvement participent à la première université d'été du FN à Pau.

1986 Avec 2760880 voix et près de 10 % des suffrages, le FN envoie 35 députés à l'Assemblée nationale. Aux élections régionales, ce sont 134 élus frontaliers qui font leur entrée dans les conseils régionaux.

1986 Le 22 septembre, 10 000 Français répondent à l'appel de Jean-Marie Le Pen et se rassemblent à Paris pour protester contre le terrorisme qui frappe la France.

1987 Le groupe FN mène une bataille parlementaire pour la moralisation de la vie politique.

1987 Le 4 avril, 50 000 Provençaux se rassemblent sur la Canebière à Marseille pour entendre Jean-Marie Le Pen candidat à l'élection présidentielle. Un an plus tard, le Président du FN remplira le stade Vélodrome lors d'une des dernières

1992 Le FN double le nombre de ses conseillers régionaux. Au référendum de Maastricht, il est le seul grand mouvement à appeler à voter "Non".

1993 Aux élections législatives du 21 mars, le Front National devient la troisième force politique du pays, réunissant plus de 12,5 % des suffrages et près de 3 200 000 voix.

1995 À l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen obtient 4,6 millions de voix et 15 % des suffrages. Aux élections municipales, le Front National s'impose dans plusieurs grandes villes de France et remporte plusieurs communes rurales.

1996 Création d'associations professionnelles proches du Front National

1997 Aux législatives du 25 mai, le Front National obtient 3 785 383 voix.

1998 Le 15 mars avec 15,3 % des voix aux élections régionales, le Front National confirme son implantation et fait élire 275 conseillers régionaux (+ 45 par rapport à 1992).

1988 Le 24 avril au soir, avec 4327269 voix, et près de 15 % des suffrages exprimés, Jean-Marie Le Pen devient l'arbitre de l'élection présidentielle.

1988 Le 1^{er} mai, ce sont près de 100 000 partisans du FN qui se rassemblent dans les jardins des Tuileries pour entendre les consignes de vote du second tour du candidat des nationaux.

1989 Le 19 mars, aux élections municipales, le FN emporte une ville de plus de 10 000 habitants, obtient 1200 conseillers municipaux et près d'une vingtaine de maires de villages.

1989 Le 18 juin, le FN frôle les 12 % des voix aux élections européennes, augmentant d'un point son résultat de 1984.

1990 Le 9 mai, l'émission politique L'Heure de Vérité qui reçoit Jean-Marie Le Pen réalise l'un de ses meilleurs scores d'audience.

Extrait de la brochure Français passionnément éditée par le FN après 2002. Les auteurs reprenaient la dialectique habituelle : on progresse irrésistiblement, donc un jour, on sera majoritaire...

On retrouvait dans ce texte l'habituelle dialectique du FN, à savoir que, jusqu'à présent, les politiciens avaient trompé les gens avec de fausses promesses et avec des discours copiés sur J.-M. Le Pen, mais que les électeurs avaient *enfin* compris et que, désormais, ils plébisciteraient le seul parti capable de redresser la France.

Quatre mois plus tard, d'ailleurs, J.-M. Le Pen déclara : « *J'entends les billes qui tombent du sac de M. Sarkozy dans le mien* » [1]. Le 5 mars 2008, enfin, le site du FN publia un communiqué qui commençait ainsi :

Le FN n'est pas mort !

Jean-Marie Le Pen a bouclé samedi par un déplacement à Lyon et à Beauvais sa première semaine de tournée dans le cadre des élections municipales et cantonales qui a débuté lundi à Bordeaux. Le Président du FN était jeudi soir en meeting à Nice à l'Acropolis aux côtés des candidats de la liste de l'opposition nationale conduite par le député européen Lydia Schenardi. Lors du point presse qui a précédé ce meeting Jean-Marie Le Pen a fait part de son optimisme raisonné : « *Le FN n'est pas mort et les gens le verront à l'occasion de ces élections (...). Le FN n'est pas dans l'état où on l'espère* » du côté des politiciens du Système a-t-il assuré. « *La vie politique est une sinusoïde, quelquefois on est en haut, quelquefois en bas, tous les partis ont connu ça !* » [2]

Bref, on allait voir ce qu'on allait voir...

◆ UN « NET REDRESSEMENT » ?

Et en effet, prenant la parole au soir du premier tour des élections

municipales, Jean-Marie Le Pen se félicita du « *net redressement* » de son parti [3]. Il est vrai qu'on pouvait alors :

Oh ! Les bons résultats que voilà...



- évoquer les bons scores obtenus à Cluses, à Noyons et dans une douzaine d'autres grosses municipalités [4] où les listes de la droite nationale dépassaient la barre fatidique des 10 % ;

- parler des quarante élus nationaux au terme du premier tour, et d'une quinzaine de listes en ballottage ;

- appeler l'attention sur les dix listes FN présentes dans des municipalités où il n'y en avait pas en 2001, dont trois avaient déjà rapporté quatre élus (deux à Fréjus, un à Romorantin-Lanthenay, un à Arras) et dont deux autres étaient en ballottage (Calais et Villeneuve-Saint-Georges) ;

- évoquer les progressions enregistrées à Châlons-sur-Saône, Paris II, Saint-Cloud et Aubagne.

LE VERDICT IMPLACABLE DES CHIFFRES

Mais ces quelques « victoires » enregistrées au premier tour ne doivent pas cacher la tendance générale. Pour la dégager, nous nous sommes appuyés, entre autres, sur le cahier publié par *Le Monde* daté du 11 mars

(1) : Voy. *Le Monde*, 13 mars 2008. Texte consultable sur : http://www.lemonde.fr/municipales-cantonales/article/2008/03/13/les-electeurs-du-front-national-sont-refugies-dans-l-abstention_1022427_987706.html. (2) : <http://frontnational-63.hautetfort.com/archive/2008/03/04/le-fn-n-est-pas-mort.html>. (3) : Voy. *Le Figaro*, 10 mars 2008, p. 5. (4) : Il s'agit de : Hénin-Beaumont, Calais, Vernon, Mulhouse, Marseille VII et VIII, Béziers, Vénissieux, Carpentras, Perpignan, Villeneuve-Saint-Georges, Fréjus et Romans-sur-Isère.

2008 et intitulé : « Municipales. Résultats. Premier tour ». Il nous a permis d'analyser les résultats dans 840 municipalités (sur 900 environ) en les comparant avec ceux de 2001.

◆ BIEN MOINS DE LISTES QU'EN 2001

Les chiffres confirment tout d'abord les difficultés rencontrées par le FN (et le MNR) pour former des listes. Le 9 mars 2008, on comptait une centaine de listes dans les 840 municipalités, soit un taux de présence réduit à 12 %, ce qui est très faible. Aux élections de 2001, FN et MNR avaient présenté 150 listes de plus !

■ Une baisse d'environ 60 %

En sept ans, la baisse est donc d'environ 60 %, estimation confirmée par un analyste politique qui écrit :

Le parti d'extrême droite n'est présent que dans 85 villes de plus de 10 000 habitants, ce qui représente une baisse de 63% du nombre de candidatures par rapport à 2001*.

■ Des absences remarquées

Les résultats montrent que la droite nationale n'a pas pu se représenter dans :

- 48 municipalités où, en 2001, elle avait obtenu moins de 8 % des suffrages ;

- 87 municipalités où elle avait réalisé un score compris entre 8 et 15 % ;

- 24 municipalités où elle avait recueilli plus de 15 %. Exemples : Loos (28,58 % pour la liste FN en 2001), Cernay (MNR à 26,8 %), Salon-de-Provence (MNR à 25,52 %), Rognac (MNR à 24,54 %), Oyonnax (FN à 18,11 %), Brignoles (FN à 17,27 %), Vitry-le-François (FN à 16,93 %)...

Dans toutes ces villes où la droite nationale réalisait de très bons scores voilà huit ans, aucune liste n'a été déposée en 2008, ce qui est symptomatique d'un déclin...

16 mars 1989 : *National Hebdo* annonce fièrement qu'aux municipales, le FN est « présent partout ». Le temps de ces manchette est révolu...



* Article intitulé : « Mais où sont passés les candidats du Front national ? » ; consultable à l'adresse suivante : <http://www.politique.net/2008030301-municipales-les-candidats-du-front-national.htm>. Notons que dans son communiqué du 5 mars, le FN mentionnait sa présence « dans 119 villes de plus de 10 000 habitants (plus de 200 si l'on compte les listes indépendantes ou d'intérêt communal où figurent des frontistes), contre 150 en 2001 » (voir le communiqué déjà cité). J'ignore comment les auteurs sont parvenus à ces chiffres...

JACQUES PEYRAT une victoire pour demain



Jacques Peyrat et J.-M. Le Pen au début des années 90 (cliché paru dans *National Hebdo*). Par la suite, le premier a quitté le FN pour rallier le... RPR puis l'UMP.

◆ LES TRANSFUGES

Ajoutons à cela le phénomène de transfuge, notamment vers l'UMP. L'analyste cité plus haut constate :

Dans de nombreuses communes, les candidats, fidèles jusqu'alors au Front national, ont décidé de changer de camp. C'est le cas par exemple du maire nationaliste d'Orange, Jacques Bompard qui a rejoint le Mouvement pour la France. De son côté, le lepéniste Jacques Peyrat a été élu maire en 1995 à Nice en tant que FN mais a, par la suite, adhéré au RPR puis à l'UMP. A Vitrolles où a été élu maire Bruno Mégret, deux anciens lepénistes, Alain Césari et Norbert Rodriguez, adhérents depuis au Mouvement pour la France, ont rallié la liste UMP de Christian Borelli.

Si les candidats extrémistes n'ont pas de mal à rallier la droite, il semble que l'UMP ne pose pas de difficultés à les accepter sur leur liste électorale. C'est le cas de Sylvie Barthélémy, candidate UMP à Aubagne, qui approuve le courage et le militantisme de Jean-Dominique Roubaud, ex-FN, rallié au MPF.

Enfin, dans certaines villes, quelques lepénistes ont quitté le parti pour se présenter sous l'étiquette Centre national des indépendants et paysans

(CNI), parti associé à l'UMP. Plusieurs candidats se retrouvent dans ce cas de figure comme dans le Calvados [Id.].

Ces transfuges sont révélateurs, car on ne quitte pas un navire qui a le vent en poupe...

◆ UNE FORTE ÉROSION DES VOIX

■ Peu d'élus et peu de maintiens au deuxième tour

Ensuite, il y a les scores obtenus par les listes finalement déposées. Au premier tour, deux seulement dépassaient les 20 % : à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), où le tandem Steeve Briois-Marine Le Pen obtenait 28,5 % des voix, et à Cluses (Haute-Savoie), où la liste de M. Martin recueillait 23,60 % des suffrages, arrivant en quatrième position derrière l'UMP (à 28,77 %), le PS (à 24 %) et un divers droite (à 23,62 %). Ailleurs, c'était beaucoup plus faible, comme en témoigne le peu d'élus dans les villes où tout était terminé le 9 au soir et, ailleurs, le faible nombre de listes qui pourraient se maintenir au deuxième tour. Sous le titre : « Le grand ressac du Front national », *Le Parisien* expliquait :

En 2001, le FN avait pu se maintenir au second tour dans 41 villes de plus de 30 000 habitants. Cette année, signe d'un déclin qui se confirme, le parti de Jean-Marie Le Pen n'est en mesure d'être encore en lice dimanche prochain que dans sept villes de plus de 30 000 habitants : à Perpignan (Pyrénées-Orientales), Mulhouse (Haut-Rhin), Calais (Pas-de-Calais), Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) [...], Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), Romans-sur-Isère (Drôme), ainsi que dans le septième secteur de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Dans les communes de 10 000 à 30 000 habitants, le FN peut se maintenir dans six localités supplémentaires, Bourg-de-Péage (Drôme), Cluses (Haute-Savoie), Noyon (Oise), Oignies (Pas-de-Calais), Vernon (Eure), Villers-Cotterêts (Aisne).

Le FN a vu dimanche l'élection de 40 conseillers municipaux, contre 107 en 2001 [1].

Libération avait donc raison lorsqu'il écrivait : « *Le FN brille [...] par son absence.* » [2] ; « *Surtout, il n'est souvent plus en mesure de se maintenir au second tour* » [3]. Rappelons qu'en 1995 103 listes de la droite nationale avaient pu se maintenir dans des villes de plus de 30 000 habitants [4]. 103 en 1995, 41 en 2001, 7 en 2008, encore un net symptôme du déclin.

■ Au-delà des résultats honorables

Plus haut, nous avons évoqué la quatrième place obtenue à Cluses par la liste FN avec un honorable 23,6 %. On rappellera toutefois qu'en 2001, la liste de M. Martin était arrivée en tête au premier tour avec 35,81 % des suffrages. Même constat à Noyon (Oise) où la liste « frontiste » qui est arrivée en troisième position le 9 mars 2008 avec 17 % des voix caracolait en tête sept ans plus tôt avec un score supérieur à 30 % (30,2 %).

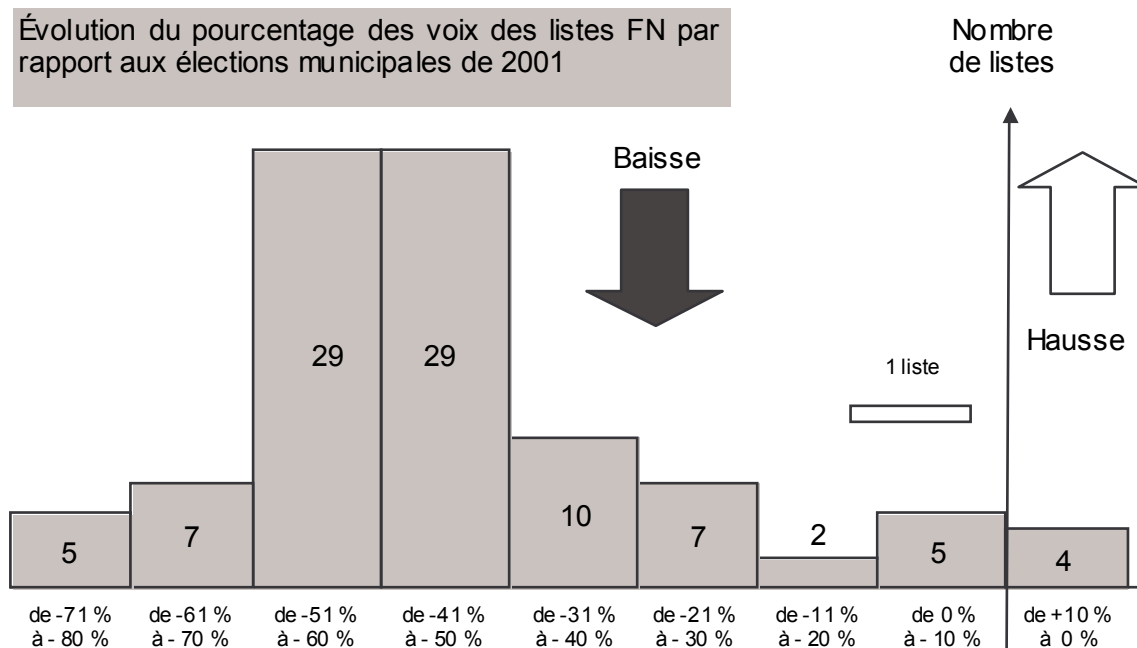
Ajoutons que le deuxième tour a confirmé la tendance. En 2001, à Cluses, la liste FN avait finalement obtenu 39,93 % des suffrages, enregistrant une hausse de 4 % par rapport à la semaine précédente et talonnant la liste de « droite » gagnante avec 44,68 %. Sept ans plus tard, la liste de M. Martin perd 3 % et termine avec 20,45 % des voix, loin derrière la liste UMP qui remporte le scrutin avec 40,93 %. Scénario similaire à Noyon où, en 2001, le FN avait finalement obtenu 16,98 % des suffrages. Sept ans plus tard, la liste de M. Guiniot termine avec 9,17 % des voix, loin, très loin derrière la liste UMP qui remporte le scrutin avec 40,46 %.

Dans les deux cas, donc, les résultats honorables ne doivent pas cacher l'importante érosion des voix.

■ Une baisse moyenne d'environ 45 %

Cette érosion est d'ailleurs générale. Le cahier publié par *Le Monde* nous a permis de calculer, pour la période 2001-2008, l'évolution (en %)

Évolution du pourcentage des voix des listes FN par rapport aux élections municipales de 2001



(1) : <http://elections.leparisien.fr/elections-municipales-2008/actualite-resultats-direct-municipales/5454-le-grand-ressac-du-front-national.php>. (2) : Voy. *Libération*, 10 mars 2008, p. 3. (3) : Voy. *Libération*, 11 mars 2008, p. 8. (4) : Voy. *Le Monde*, 11 mars 2008, p. 12.

des voix obtenues par les listes de la droite nationale dans les municipalités. Les résultats sont les suivants :

- **Hausses comprises** entre 0 et 10 % : 4 listes (1) ;

- **Baisses comprises entre :**

0 et 10 % : 5 listes ;

11 et 20 % : 2 listes ;

21 et 30 % : 7 listes ;

31 et 40 % : 10 listes ;

41 et 50 % : 29 listes ;

51 et 60 % : 29 listes ;

61 et 70 % : 7 listes ;

71 et 80 % : 5 listes (2).

Ces résultats sont très clairs : en pourcentages, les scores obtenus par la droite nationale aux élections municipales de 2008 chutent d'environ 45 % par rapport à 2001. Ils confirment admirablement :

- le soudage « sortie des urnes » du 9 mars 2008 qui crédita le FN de 2 % au niveau national alors qu'en 2001 il avait réuni 3,73 % des voix (ce qui représentait une baisse de 46 %) [3] ;

- les calculs de Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), selon lesquels la « *moyenne nationale des suffrages obtenus par le FN n'a pas dépassé les 1 % (0,93 %) au premier tour, alors qu'elle était de 1,98 % en 2001, une année pourtant médiocre par rapport au scrutin de 1995* » [4]. Avec ce mode de calcul, la baisse frôle les 53 %.

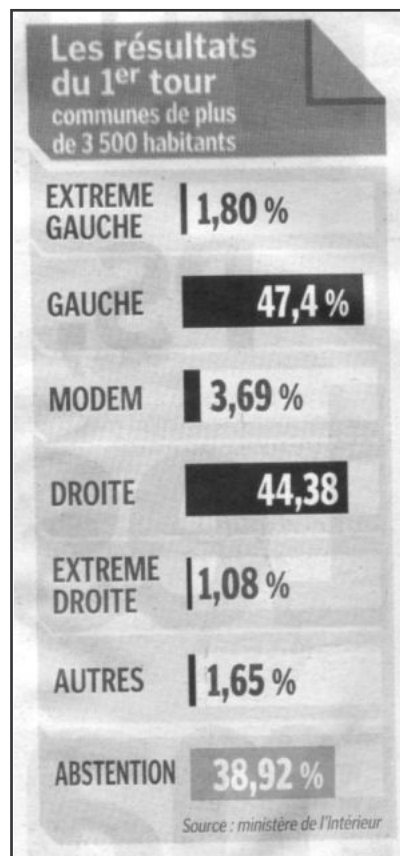
Pourcentages nationaux des voix obtenus par les différents courants politiques en France au terme du premier tour des élections municipales de 2008.

Source : *Aujourd'hui en France*, 11 mars 2008, p. 2.

Soulignons enfin qu'à Marseille, ville symbole, le FN s'est contenté d'un petit 1,83 % [5], et qu'à Marignane, autre ville symbole, l'ex-élu FN investi par l'UMP, Daniel Simonpieri, a été largement battu par le candidat divers droite Le Disse, 51,13 % contre 23,34 % et 25,53 % pour la liste de gauche. La claque !

■ L'exemple du Nord-Pas-de-Calais

Dans le Nord-Pas-de-Calais, bastion traditionnel du FN, le constat est le même. Les quelques — relatifs — bons scores obtenus au premier tour dans des agglomérations comme Calais (12,35 %) ou Harnes (11,27 %) et l'entrée d'un élu FN au conseil municipal d'Arras (où la liste a obtenu 5,24 %) ne doivent pas masquer des échecs cuisants.



(1) : Paris II (+ 2 %) ; Châlons-sur-Saône (+ 2 %) ; Aubagne (+ 3 %) et Saint-Cloud (+ 3 %). Nous laissons pour l'instant de côté le cas de Hénin-Beaumont où Marine Le Pen se présentait. (2) : Lunel (- 71 %), Evreux (-71 %), Neuilly-sur-Seine (- 74 %), Marcq-en-Baroeul (- 75 %) et... Vitrolles (- 76 %). (3) : Voy. *Aujourd'hui*, 10 mars 2008, p. 3. (4) : http://www.lemonde.fr/municipales-cantonales/article/2008/03/13/les-electeurs-du-front-national-se-sont-refugies-dans-l-abstention_1022427_987706.html. (5) : Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 11.

A Hénin-Beaumont, tout d'abord, « cette terre de gauche laminée par les délocalisations et les fermetures d'usine » (dixit *Le Monde*), avec un taux de chômage proche des 20 % [1]. Ayant regroupé 45 % des suffrages sur son nom aux dernières législatives, Marine Le Pen s'y présentait en deuxième position sur la liste de Steeve Briois. Le 9 mars au matin, elle affirma : « Je suis convaincue qu'on peut arriver en tête » [2]. Le soir, toutefois, les résultats sonnèrent le glas de cette espérance : malgré un score honorable (28,53 %), la liste FN était largement distancée par celle du maire sortant Gérard Dalongeville (43,09 %) pourtant « [c]ritiqué, ébranlé pour sa gestion financière de la ville » [Id.]. Cette déconvenue ne découragea pas Marine. Comptant sur le réveil abstentionnistes (35 %),

elle lança : « M. Dalongeville a fait le plein des voix et ce n'est pas notre cas. J'appelle tous les électeurs à rejoindre la seule liste capable de faire basculer le maire de son siège. » (Id.). Or, non seulement cet appel ne fut pas entendu, mais c'est le contraire qui advint : malgré une abstention en très légère progression, au soir du deuxième tour, la liste PS de G. Dalongeville gagna 1 037 voix, passant de 5 514 à 6 541 votes, pendant que celle de S. Briois en... perdit 20, passant de 3 650 à 3 630. Ce résultat était d'autant plus extraordinaire que « quelques mois plus tôt, [G. Dallongeville] était encore annoncé comme moribond et en sursis »... [3].

Nouvelle preuve que, dans leur grande majorité, les électeurs préfèrent un escroc ou un incompetent fini à un « facho »...

Affiche pour le deuxième tour, le FN appelant à « voter utile »...



Le soir du 16 mars, le socialiste G. Dallongeville, pourtant discrédité pour sa lamentable gestion de la ville, savoure sa victoire face à la liste du FN. « Mieux vaut incompetent que fascisant »...



(1) : Voy. *Le Monde*, 10 janvier 2008, article de Christiane Chombeau. (2) : Voy. *La Voix du Nord*, 10 mars 2008, p. 3. (3) : « Hier soir, la salle des fêtes d'Hénin-Beaumont s'était incontestablement muée en « Dalongeville-Land » pour saluer le second sacre de son champion qui, quelques mois plus tôt, était encore annoncé comme moribond et en sursis... » (voy. elections.lavoixdunord.fr/Elections/Artois_Ternois/Municipales/2008/03/17/article_henin-beaumont-pour-gerard-dalongeville-l-union-a.shtml).

Après la déconvenue d'Hénin-Beaumont, mentionnons :

- l'échec de Valenciennes, où, avec 4,86 %, la droite nationale emmenée par Dominique Slobolepszy (qui avait refusé l'investiture FN) perd son seul élu au conseil municipal ;

- la mauvaise surprise de Roubaix où, pour la première fois depuis longtemps, le deuxième tour s'est joué sans le FN crédité de 8,94 %. Pour la triangulaire, il a été remplacé par la liste « verte » de Slimane Tir forte de 13,67 % des suffrages (*Ibid.*, p. 7) ;

- Le Havre où, avec 3,98 % seulement pour la liste MNR, les « *voix de l'extrême droite ont fondu* », le « *vote protestataire* » semblant avoir « *largement bénéficié au Parti communiste* » qui atteint 29,16 % [1].

Signalons enfin cinq terribles effondrements :

- à Lille où la liste FN est passée de 11,5 % (2001) à 5,6 % (2008) ;



Dominique Slobolepszy dans les années 90. A Valenciennes, ce vieux militant a subi un revers.

- à Hem où, malgré un élu, le FN a chuté de 11,54 % à 5,61 % (- 51 %) ;

- à Tourcoing où l'incircouvable liste du vieux militant Christian Baeckeroot a dégringolé de 20,53 % à 7,26 % (- 45 %) ;

- à Marcq-en-Baroeul où la droite nationale est passée de 11,39 % (FN : 6,99 % ; MNR, 4,40 %) à... 2,90 % (- 75 %) ;

- à Harnes, enfin, où la liste de J.-P. Kleinpeter, qui avait obtenu 11,27 % des suffrages le 9 mars 2008, a perdu en une semaine 256 voix, tombant à 6,12 % et n'ayant finalement aucun élu.

■ La conclusion qui s'impose

Le *Figaro* a donc raison de conclure que le « *déclin du parti de*



↑ Le vieux militant Christian Baeckeroot dont le score s'est effondré à Tourcoing.

← A. Rufnacht a réélu au Havre, ville dans laquelle les voix de la droite nationale ont littéralement fondu.

(1) : Voy. *Libération*, 10 mars 2008, p. 13.

Jean-Marie Le Pen semble se confirmer » [1], *Libération* de parler d'un FN qui « sort un peu plus laminé de ce scrutin » [2] et *Le Monde* d'une Marine Le Pen dont l'« héritage politique est dévasté » [3]. C'est incontestable et les rodomontades de J.-M. Le Pen n'y changeront rien.

POURQUOI CE DÉCLIN ?

◆ N. SARKOZY TRÈS CONTESTÉ

A supposer que le climat politique en France soit à l'euphorie, avec un gouvernement qui aurait tenu ses promesses et satisfait les masses, le recul du FN (parti de la contestation) pourrait être facilement expliqué. Mais ce n'est pas le cas. La chute de popularité du président Nicolas Sarkozy est là pour le confirmer. D'après un sondage, un quart des électeurs ont donné au premier tour des élections municipales un enjeu national en votant pour s'« opposer à Nicolas Sarkozy » [4]. Et même si, après ce premier tour, il était encore prudent de relativiser, les résultats du 16 mars n'offrent guère de place au doute :

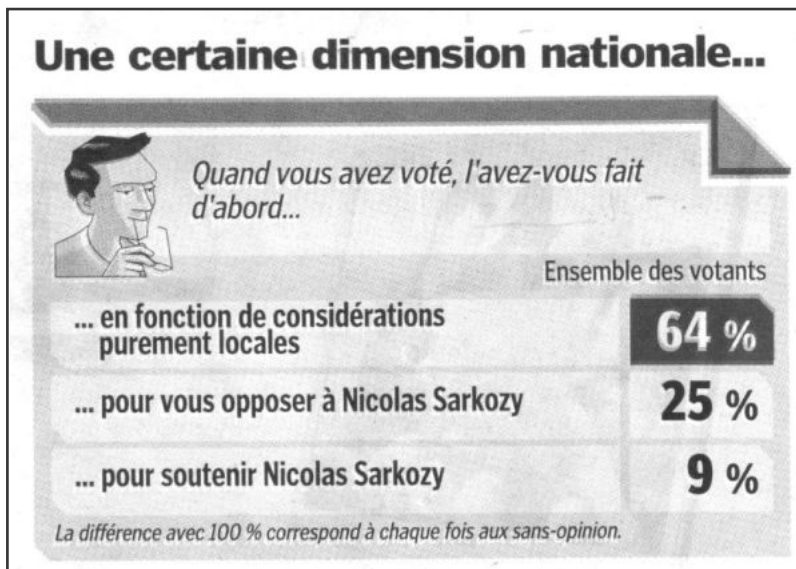


le vote sanction a donné sa pleine mesure. [...] le charme sarkozien s'est rompu en quelques mois [...]. Quand un chef de l'État est rejeté par ses propres troupes, c'est qu'il s'est passé quelque chose [5].

Dix mois après une élection triomphale et un début de quinquennat en fanfare, le président de la République essuie son premier revers. C'est lui qui est sanctionné [6].

Sarkozy, sans surprise, est sanctionné par des électeurs qui lui reprochent à la fois son style trop peu présidentiel, son comportement trop longtemps tourné sur son propre bonheur, sa politique de réformes qui tarde à porter ses fruits, notamment en matière de pouvoir d'achat [7].

Preuve qu'une forte contestation existe.



N. Sarkozy contesté et sanctionné.

↑ *Libération*, 17 mars 2008, p. 1.

← *Aujourd'hui*, 10 mars 2008, p. 8

(1) : Voy. *Le Figaro*, 10 mars 2008, p. 2. (2) : Voy. *Libération*, 11 mars 2008, p. 8. (3) : Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 13. (4) : Voy. *Aujourd'hui*, 10 mars 2008, p. 8. Ils étaient 20 % au deuxième tour (*Ibid.*, 17 mars 2008, p. 3). (5) : Voy. *Libération*, 17 mars 2008, pp. 2 et 3. (6) : Voy. *La Voix du Nord*, 17 mars 2008, p. 1. (7) : Voy. *Aujourd'hui*, 17 mars 2008, p. 2.

◆ UNE GAUCHE QUI PROFITE DE LA GROGNE...

Mais elle n'a pas bénéficié au FN, loin de là. Ne laissant guère de place au MoDem incarné par le centriste François Bayrou, elle a entraîné un « *raz de marée de gauche* » (*dixit Aujourd'hui*) et a plus particulièrement favorisé la gauche dite « de gouvernement » (PC [1], PS, DVG et Verts) qui a enlevé à la droite 38 villes de plus de 30 000 habitants [2].

◆ ... MAIS QUI NE PROPOSE RIEN

Ce fait est d'autant plus remarquable que, comme l'a souligné l'éditorialiste de *La Voix du Nord* : « *le Parti socialiste ne brille ni par sa cohésion ni par la cohérence de son discours* » [3]. Même son de cloche à *Libération* qui constate que « *l'opposition profite, sans avoir fait grand-chose, de la déconfiture présidentielle* » [4]. Le quotidien précise, visiblement amer :

Où est-il [ce plan réaliste et imaginaire de la gauche] à l'échelle du pays ? La critique abonde mais les idées de

changement font défaut. Il ne manque, au fond, qu'une seule chose à cette gauche devenue pour l'essentiel réformiste : des projets de réforme [*Id.*].

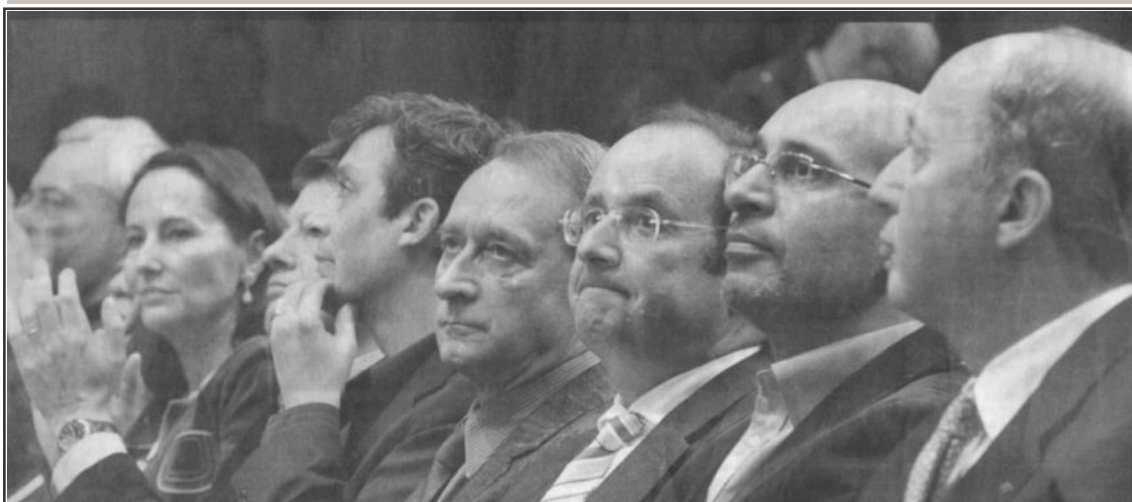
François Bayrou a donc eu raison de déclarer :

En quelques mois nous avons eu un mouvement de balancier de gauche à droite alors que le PS n'a changé ni ses têtes, ni ses idées, ni ses expressions [5].

C'est si vrai qu'au lendemain de la déferlante rose, un lecteur de *Libération* a écrit :

Vous avez remarqué ? Le raz-de-marée de la gauche ne provoque aucune joie [...]. C'est que chacun sent bien que c'est une victoire sans lendemain. Le Parti socialiste, quoi qu'il en veuille, est politiquement mort. C'est une collection de notables qui connaissent leur métier et remportent les élections locales, surtout lorsqu'ils sont aidés par un tel climat de défiance envers un président si peu présidentiel. Mais tout ça ne fait pas une alternative [6].

Les ténors du Parti socialiste ; ils ne proposent rien de novateur pour changer.



(1) : Au terme de ces élections, le PC reste stable : il détient 89 villes de plus de 9 000 habitants et 28 de plus de 30 000, contre 86 et 28 en 2001 (Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 6). (2) : Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 6. (3) : Voy. *La Voix du Nord*, 10 mars 2008, p. 1. (4) : Voy. *Libération*, 17 mars 2008, p. 2. (5) : Voy. *Aujourd'hui*, 17 mars 2008, p. 6. (6) : Voy. *Libération*, 18 mars 2008, p. 10.

◆ UN AVEU CAPITAL

Soulignons d'ailleurs l'aveu du porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Aurélie Filippetti. Interrogée pour savoir si, là où le PS l'avait emporté, les électeurs adhéraient au projet socialiste, elle a répondu :

Cela montre en tout cas un besoin de protection vis-à-vis de la politique qui est menée. Que les gens fassent confiance au PS pour les protéger, c'est une bonne chose. Cela prouve que nous représentons une espérance [1].

Là où le PS l'a emporté, peut-on vraiment parler de vote d'adhésion à un projet ?

Cela montre en tout cas un besoin de protection vis-à-vis de la politique qui est menée. Que les gens fassent confiance au PS pour les protéger, c'est une bonne chose. Cela prouve que nous représentons une espérance. Maintenant, il faut que nous soyons à la hauteur au niveau national pour les prochaines échéances

↑ Un aveu capital. Les électeurs ne votent pas pour les socialistes, mais pour préserver un Système.

↓ Ce que veulent les Français en premier lieu : du fric pour consommer...

Cette réponse est capitale. Car elle démontre la volonté des électeurs de ne pas changer fondamentalement les choses. En effet : si, vraiment, les électeurs voulaient changer, ils se tourneraient vers des formations révolutionnaires qui proposent un tout autre projet de société. Mais non ! Les électeurs mécontents « avertissent » ou « sanctionnent » le gouvernement en votant majoritairement pour une formation qui a déjà été aux affaires, qui a également déçu et qui, finalement, ne propose rien ni de nouveau ni même rien de cohérent.

◆ LES FRANÇAIS AIMENT CETTE SOCIÉTÉ

Pourquoi ? Tout simplement parce que les Français veulent sauvegarder un Système qui, au final, leur permet de satisfaire leurs besoins hédonistes. Ils aiment cette société de consommation où l'on est libre d'aller et de venir, d'acheter maints gadgets, de vivre bien confortablement, d'utiliser Internet pour tout et n'importe quoi, de « prendre son pied » sans avoir d'enfants, de forniquer sans mauvaise conscience, etc. Un récent sondage a d'ailleurs montré que pour 66 % des Français, « la priorité des

priorités, c'est la lutte pour l'amélioration du pouvoir d'achat », loin devant l'« aide aux catégories sociales les plus défavorisées » (36 %) ou la « maîtrise des dépenses sur les retraites et l'assurance maladies » (27 %) [2]. Preuve que malgré les dysfonctionnements sociaux (criminalité, immigration sauvage, baisse du pouvoir d'achat...), nos concitoyens



(1) : Voy. *Aujourd'hui*, 10 mars 2008, p. 2. (2) : Voy. *Aujourd'hui*, 17 mars 2008, p. 11.

toyens sont attachés à leur mode de vie égoïste — du fric avant toute chose ! — et ne veulent pas en changer. D'où cet attachement à des formations qui garantiront la pérennité du Système, même si elles n'offrent rien de concret.

◆ CONTESTER SANS RIEN CHANGER

Les Français et plus généralement les Européens ont la sourde conscience d'aspirer à des biens qui sont contre nature et dont ils ne veulent pas subir les effets objectivement mortifères. Mais incapables de renoncer à ces avantages misérables dont ils sont les esclaves consentants, ils entretiennent l'illusion du changement en passant d'une fausse droite ou droite socialisante à une gauche libérale ou molle. Ainsi s'instaure un bipartisme de façade — *exit* le MoDem [1] — qui leur permet de protester tout en assurant la reconduction de ce qu'ils feignent de dénoncer. Lorsque la socialiste A. Filippetti déclare : « *nous représentons une espérance* », elle a raison : face à une droite qui déçoit, la gauche représente l'espérance d'un changement de pure forme, c'est-à-dire d'un changement qui laissera intactes les « valeurs » fondatrices du Système.

Malgré leurs bouderies d'enfants gâtés, les électeurs ont au fond ce qu'ils veulent. Telle est l'origine profonde du « vote utile » dont le FN a si souvent été la victime (et pour cause !) : pour les électeurs, il s'agit de sauvegarder un type de société qu'ils aiment. « Mieux vaut escroc que facho » ; tout est là.

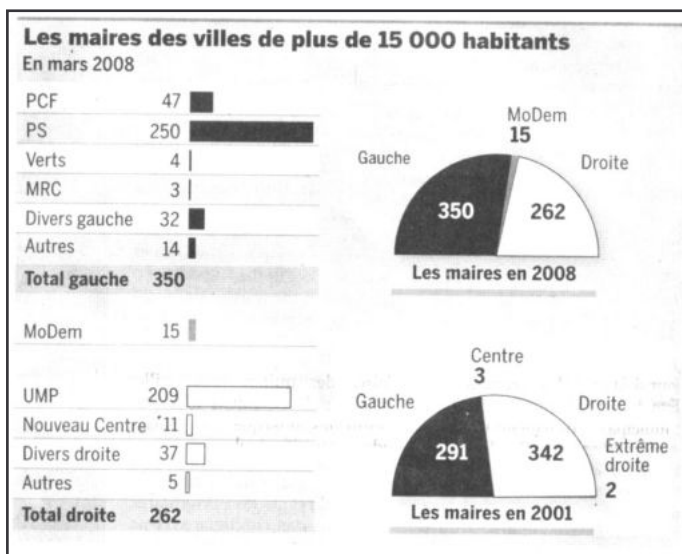
Dès lors, on peut se demander si, en votant pour une gauche incohérente, beaucoup d'électeurs n'ont pas simplement voulu envoyer un message à N. Sarkozy pour qu'il réalise enfin ce qu'il avait promis en 2007. C'est en tout cas ce que pense le directeur du *Monde*, Eric Fottorino. Le 18 mars, il a écrit :

En réalité, les Français ne demandent pas à Nicolas Sarkozy de changer. Ils lui demandent au contraire d'être ce qu'il avait dit qu'il serait : un président actif, arc-bouté sur son programme de réformes. Soyons clairs : ils ne veulent surtout pas qu'il s'efface. Ils exigent qu'il s'élève. Et que cette hauteur lui permette d'accomplir la tâche qu'il s'est fixée, pour laquelle il fut élu, et pour laquelle jusqu'à ce jour il a déçu [2].

E. Fottorino a sans doute raison. Le 9 et le 16 mars, de nombreux électeurs ont agi en enfants gâtés insatisfaits. Ils ont dit à N. Sarkozy :

« Dépêchez-vous de nous donner ce que nous voulons (c'est-à-dire une société de consommation où l'on peut jouir tranquille sans trop d'impôts, sans trop d'inflation et sans trop de criminalité), sinon, on ne votera plus jamais pour vous... Na ! »

Instauration d'un bipartisme de façade qui permet aux électeurs de protester tout en assurant la reconduction de ce qu'ils feignent de dénoncer.



(1) : « *l'implacable logique bipolaire de la Vème République a effacé le mirage du centre* » (Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 2). (2) : Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 2.



Le message des Français gâtés au Président Sarkozy :

« Dépêchez-vous de nous donner du fric pour consommer et jouir en rond, sinon, on ne votera plus jamais pour vous... Na ! »

◆ L'ERREUR FONDAMENTALE DU FN

Dans ce contexte, l'erreur du FN est d'avoir voulu croire qu'on pouvait toiletter le Système pour le rendre viable ; qu'on pouvait donc ménager l'ordre et la démocratie, l'héritage chrétien et le laïcisme, la vitalité d'un peuple et la contraception... Illusion fatale ! On ne mélange pas l'erreur et la vérité.

■ Une stratégie dangereuse...

Certains nous répondront en invoquant la stratégie : « Le Pen, nous diront-ils, n'a jamais cru qu'on pouvait réformer le Système de l'intérieur ; mais on ne peut pas tout dire et, en milieu hostile, il faut savoir avancer masqué ». Ce discours paraît certes très sage, mais c'est bien connu : à force de dire le contraire de ce que l'on pense, on finit par penser ce que l'on dit ; à force de vivre autrement qu'on ne pense, on finit aussi par penser comme on vit. Personne ne pourra nous faire croire qu'au

fond d'elle-même, Marine Le Pen serait en réalité contre la démocratie, le laïcisme, les Droits de l'homme, la contraception, l'avortement, etc. bercée par un certain discours bourré de concessions, elle l'a finalement adopté, devenant la républicaine *sincère* que l'on connaît aujourd'hui.

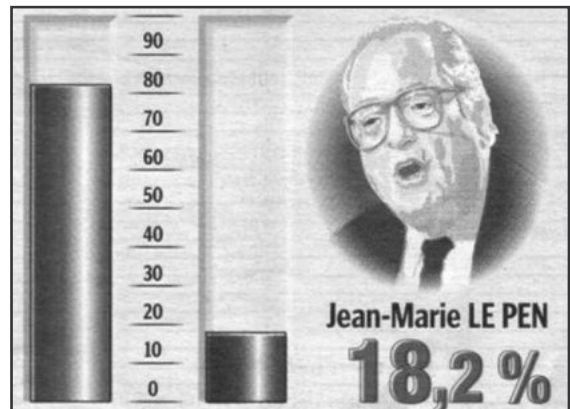
■ ... et inefficace

De plus, comment ne pas voir l'inefficacité finale de cette stratégie ? Car en prétendant que le Système serait réformable de l'intérieur, on entretient ce « vote utile ». Les électeurs se disent : « Puisqu'on peut changer en sauvegardant le principal, autant voter pour de vrais démocrates et pas pour des individus qui se disent démocrates mais qui sont profondément suspects. » Telle est la raison pour laquelle le FN version Marine ne percera jamais, même s'il s'aplatit toujours plus devant les exigences du « politiquement correct ». On l'a vu le 5 mai 2002 lorsque 80 % des votants ont préféré « super-



← Marine Le Pen, elle a adoptée les idées des discours ambigus de son père.

→ 5 mai 2002, les gens ont préféré un républicain « pur jus » à un républicain suspect...



menteur » à « superfacho ». On l'a revu le 16 mars dernier, en miniature cette fois, lorsqu'à Hénin-Beaumont, les électeurs ont préféré Gérard l'incompétent à Marine la fille du facho. Et que dire de Calais où, pour barrer la route à la gauche — vieille chanson —, le chef de file « frontiste » a tendu la main à l'UMP en vue d'une fusion des listes ? Il a essuyé un refus, aucun républicain n'acceptant de s'allier avec le « diable » [1]. Le nom de Le Pen permettra peut-être au FN version Marine de végéter quelques années, mais il finira par mourir sans gloire, laissant derrière lui le souvenir d'une structure qui cristallisa un temps le mécontentement d'une masse passéiste, fermée au progrès (derniers « collabos », derniers partisans de l'Algérie française, derniers fanatiques de l'identité française — « Verdun gloire éternelle ! » —, derniers nostalgiques de la messe en latin, derniers franchouillards attachés à leurs petits pavillons, à leur choucroute et à leur Ricard...).

◆ AVANCER MASQUÉ ?

■ *L'histoire condamne cette stratégie*

Mais nous entendons déjà la réponse qu'on nous fera : « Si Le Pen avait tout dit, son parti et ses journaux auraient été interdits ! » Et alors ? L'histoire des révolutions est remplie de groupements interdits, de journaux saisis et d'activistes emprisonnés ou exilés. Car pour vraiment changer les choses, il faut commencer par exprimer clairement son message de franche opposition au pouvoir. Certes, en réaction, le pouvoir démocratique se défend contre l'agresseur. On ne saurait lui en faire grief, puisqu'il agit alors comme tous les organismes vivants, fussent-ils

structurellement malades. Cependant, si les idées révolutionnaires exprimées trouvent un écho dans la masse, alors les persécutions, les condamnations et les interdictions ne changent rien : elles peuvent tout au plus retarder l'échéance finale. Car, soutenu par des milliers de personnes, le parti dissous se reconstituera sous une autre forme, les journaux interdits reparaîtront clandestinement, les prisonniers ressortiront et les exilés reviendront. Dans une de ses discussions avec le colonel Vaudrey, Louis-Napoléon Bonaparte déclara :

Si je réussis à entraîner un régiment, si des soldats qui ne me connaissent pas s'enflamment à la vue de l'aigle impériale, alors toutes les chances seront pour moi ; ma cause sera gagnée moralement, quand même des obstacles secondaires viendraient la faire échouer... [2].

C'est incontestablement vrai. Les deux tentatives ratées de soulèvement populaire organisées par L.-N. Bonaparte en 1836 (Strasbourg) et 1840 (Boulogne-sur-Mer) — la deuxième lui ayant valu d'être condamné à la réclusion à perpétuité — ne l'ont pas empêché d'être élu huit ans plus tard président de la République au suffrage universel. Tout simplement parce qu'à l'époque, les Français, lassés du Gouvernement de Juillet, de ses abandons et de l'instabilité, se rangeaient en majorité derrière L.-N. Bonaparte. Voilà d'ailleurs pourquoi son coup d'État du 2 décembre 1851 et le rétablissement de la dignité impériale furent plébiscités par plus de 7,8 millions d'électeurs sur un ensemble de 10 millions.

Il en fut de même plus tard avec les bolcheviques, les nationaux-socialistes, les rouges chinois etc.

(1) : Voy. *Libération*, 11 mars 2008, p. 8. (2) : Voy. MM. Gallix et Guy, *Histoire complète et authentique de Louis-Napoléon Bonaparte depuis sa naissance jusqu'à ce jour* (éd. H. Morel, Paris, 1852), p. 74.

■ **Une idée qui a pénétré les masses triomphera : cas de l'avortement**

On ne le répétera jamais assez : quand une idée a pénétré la masse silencieuse (même si elle reste confuse), plus rien ne peut l'arrêter. Certes, ses premiers défenseurs publics subissent les foudres de la répression ; ils sont condamnés, leurs structures dissoutes et leurs journaux interdits, mais, un jour ou l'autre, l'idée triomphe. L'exemple de l'avortement en France est très révélateur. La loi Veil qui l'autorise date de 1975 ; mais ce texte n'a pas été voté dans le seul sillage d'un complot féministe prétendument omnipotent et qui aurait été soutenu par la judéo-maçonnerie contre le peuple français. Il a été voté parce que, depuis des

lustres, une grande partie des Français *voulaient* ou *acceptaient* l'avortement. Soulignons qu'en 1908, à l'époque où l'infanticide était encore réprimé, sur 66 affaires jugées à Paris, il y eut 54 acquittements. Rappelant ce fait en 1922, le général Maïtrot écrivit :

Pourquoi [ces acquittements] ? Parce que les jurys, composés de gens gagnés trop souvent aux théories néomalthusiennes, refusent de sévir [1].

Cette analyse était parfaitement juste : dès le début du XX^{ème} siècle, l'acceptation de l'avortement avait pénétré les masses. Là comme ailleurs, la marche a été longue et la répression encore active pendant quelques décennies ; tout simple-



Dessin paru vers 1900 dans *l'Assiette au beurre*.

A l'époque, déjà, une partie de la population réclamait ou acceptait le droit à l'infanticide.

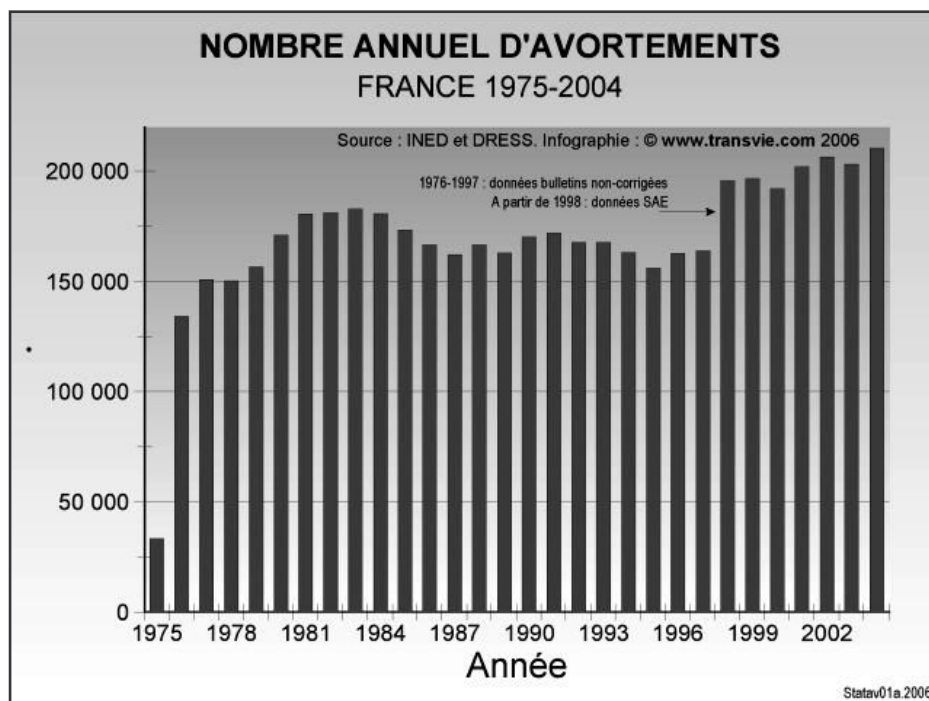
ment parce que la société ne se débarrasse pas facilement de ses coutumes. Mais lorsque la coutume n'est plus soutenue par des principes fermes parce que raisonnés et acceptés par l'intelligence, alors elle devient une coquille vide qui disparaîtra tôt ou tard. Pour l'infanticide, cela a pris trois-quarts de siècle. En 1975, toutefois, le fruit était bel et bien mûr. Notons d'ailleurs que si l'avortement avait été repoussé comme une horreur par l'immense majorité des Français, très peu de femmes auraient profité de la loi Veil. Mais c'est le contraire qui advint : dès 1976, 130 000 infanticides furent officiellement pratiqués en France et trois ans plus tard, la barre des 150 000 (officiels) fut dépassée (voyez ci-dessous).

■ Pas besoin de « complot »...

Preuve que dans cette affaire comme dans bien d'autres, les lobbies (juifs et non juifs) qui ont agi pour légaliser l'avortement [1] n'ont finalement fait qu'exprimer les désirs silencieux d'une partie non négligeable du peuple. Loin d'être des grou-

pements hostiles et non représentatifs (théorie du complot), ils ont au contraire représenté la société, exprimant tout haut ce qu'elle demandait tout bas, canalisant les forces qui étaient en elle. Ils ont en outre bénéficié du relativisme ambiant, un relativisme qui a poussé l'autre partie du peuple à accepter la loi au motif qu'il fallait être « tolérant » et qu'avorter était une affaire personnelle. Sans le consentement explicite des uns et l'acceptation passive des autres, l'action des lobbies se serait révélée inefficace. Quoi qu'on en dise, il n'y a pas de différence fondamentale entre le pays réel et le pays légal. Un peuple n'a jamais, comme il le fut souvent dit, que les gouvernements qu'il mérite.

Voilà pourquoi un véritable révolutionnaire ne doit pas avoir peur de propager publiquement et clairement son message. Si, dans sa majorité, le peuple le suit (ou tolère ses positions, ce qui est déjà une acceptation tacite), alors la répression n'y changera rien. Un jour ou l'autre, l'idée qu'il incarne triomphera. Et elle triomphera précisément parce qu'il l'aura incarnée sans se cacher.



(1) : Sur ces lobbies, voy. *Valeurs actuelles*, 3 décembre 1979, p. 30, article intitulé : « Les sources de la loi Veil ».

◆ UN MONDE MENÉ PAR L'IDÉE

■ *L'Idée ne dérive pas des faits*

Mais pour agir ainsi, encore faut-il savoir que l'Idée mène le monde. Or, la grande tare de la droite nationale est de croire que les sociétés évolueraient au gré des événements, autrement dit : que les événements créeraient d'eux-mêmes les mouvements d'idées. C'est faux. Dès 1857, Louis Peisse avait écrit :

Les faits, sans l'idée, ne sont rien, car ils ne valent qu'en tant qu'ils expriment, manifestent, réalisent l'idée. L'idée ne vient donc pas, comme on le ressasse sans cesse, à la suite des faits, et à titre de simple corollaire ; loin de là, les faits ne sont des faits que par la signification que leur donne l'idée [1].

L'exemple repris par Marie Pererou dans son article sur les rumeurs est très intéressant : des ouvriers assistent au démontage d'une machine dans un atelier. Ce fait en lui-même (le démontage) ne signifie rien. Il prend sa signification à la lumière des idées qui habitent *antérieurement* les ouvriers. Ceux qui croient en la bonne santé de l'entreprise diront : « Tiens, ils enlèvent les vieilles machines, l'usine va donc se moderniser avec l'arrivée de nouveaux engins ». Ceux qui, au contraire, craignent la crise diront : « Ils déménagent les machines ; l'usine se délocalise et l'atelier va fermer... ».

■ *Application à la politique*

Plus généralement, appliquons un tel enseignement à l'Histoire : l'historien n'est pas — ou pas seulement — un chronologiste qui daterait des événements. Il tente surtout de comprendre leur enchaînement. Certes, on ne dégage le sens des faits que si ces derniers sont établis le plus ob-

jectivement possible ; mais les faits sont si nombreux, si divers et parfois si contradictoires que, pour expliquer une période, l'historien hiérarchise les événements, ce qui revient à opérer une sélection entre eux. Or, pourquoi tel fait est-il retenu comme historique, sinon parce qu'il est jugé déterminant ? Et pourquoi est-il jugé déterminant, si ce n'est par référence à l'idée d'une fin que devrait poursuivre l'histoire, c'est-à-dire d'une compréhension *a priori* de l'histoire dans sa totalité ? On en déduit que toute histoire événementielle charrie implicitement une certaine philosophie de l'histoire, donc que les idées ne sont pas le reflet des faits brut, mais qu'au contraire, elles président à l'instauration des faits en leur donnant leur sens et leur importance.

Cette conclusion est capitale, car c'est dans l'histoire qu'un peuple prend conscience de son identité et, avec elle, de sa vocation. Autrement dit : c'est grâce au passé que l'on comprend le présent et que l'on prépare l'avenir. En conséquence, les faits constitutifs de l'histoire présente et les décisions politiques prises au présent sont eux-mêmes fonction de la manière dont les acteurs historiques se représentent et comprennent le passé. Mais on vient de voir que ces représentations et compréhensions du passé proviennent de l'Idée inspiratrice d'une philosophie de l'histoire. Dès lors, ce qui conditionne le devenir de l'histoire future est à chercher, en dernier ressort, dans l'Idée que les hommes se font d'eux-mêmes et de leur destin.

◆ L'ERREUR FATALE DE LA DROITE

■ *La droite ignore l'importance de l'Idée*

Mais parce que la thèse du sens de l'histoire a été principalement répan-

(1) : Voy. Louis Peisse, *La médecine et les médecins* (Librairie de l'Académie impériale de médecine, Paris, 1857), t. I, p. 7.



Ignorant la causalité des idées en histoire (idées qui naissent au sein des masses), la droite explique les évolutions sociales en invoquant un ou des complots omnipotents qui seraient ourdis par des « méchants » : les juifs, les maçons, etc.

Certes, l'action des lobbies existe, mais elle arrive en second lieu...

due par l'école marxiste, les conservateurs de la droite nationale en viennent à répudier l'idée même d'intelligibilité de l'histoire. Ce faisant, ils en viennent à contester la causalité des idées en histoire et en politique. C'est pourquoi ils gonflent démesurément l'importance des phénomènes sectaires, des théories du complot, tout en dépréciant celle des doctrines. Pour eux, l'histoire de l'humanité se jouerait entre les « bons », c'est-à-dire les peuples, et quelques « méchants » (les juifs principalement et leurs alliés francs-maçons) qui parviendraient depuis des siècles à tromper les « bons » en leur instillant des idées fausses afin qu'ils acceptent — et même favorisent — l'établissement progressif d'un gouvernement mondial.

■ *L'éternel discours optimiste*

D'où cet éternel espoir que, sous la pression des faits, les peuples trompés et endormis par la judéo-maçonnerie vont enfin réveiller et se tourner vers ceux qui ont toujours dit la vérité, assurant ainsi la victoire finale. Début 1991, par exemple, encore sous le coup des bons résultats obtenus par le FN aux cantonales de 1989, Carl Lang lança :

Qu'il s'agisse de l'immigration, de la sécurité intérieure et extérieure, de la fiscalité, du chômage, des choix économiques, les Français ouvrent les



Carl Lang en 1989

yeux et comprennent que Le Pen avait raison [...].

Parce qu'il nous suffit de dire la vérité pour conquérir la confiance et le soutien de nos compatriotes, je suis convaincu de la victoire de nos idées et de notre Mouvement*.

Dix-sept ans plus tard, on sourit (jaune) en lisant cela.

* Voy. *National-Hebdo*, 7 janvier 1991, p. 15, col. D.

1989:

Une grande année politique



En novembre 1985, le congrès de Versailles s'était tenu dans l'enthousiasme, la volonté, l'espoir et la certitude.

Dans son rapport moral, Jean-Pierre Stirbois dressait le bilan des trois années écoulées — celles de l'émergence du Front National avec les succès du 20^e arrondissement de Paris, de Dreux, d'Aulnay, d'Auray, des élections européennes — et fixait les objectifs à atteindre, en particulier dans la perspective des législatives et des régionales de 86.

La convention de Versailles aura été, quant à elle, la convention du second souffle.

Parce que nous allons dans le sens naturel de la vie, de la nature et des choses, parce que notre combat politique est profondément enraciné dans la réalité historique, culturelle et sociale de notre pays, mais aussi parce qu'hélas aucune des questions que nous avons posées depuis seize ans n'a trouvé de réponse, parce que les menaces qui pèsent sur notre peuple se font chaque année plus lourdes, je suis persuadé que les victoires d'hier ne sont rien comparées à celles de demain et que tôt ou tard les principes qui sont les nôtres deviendront politiquement majoritaires comme ils le sont déjà dans les esprits.

Ce pouvoir, nous l'assumerons demain avec la volonté d'arracher notre pays à la décadence et de rendre à notre peuple la parole qui lui a été confisquée.

Le Front National est reparti au combat, en rang serré. Comme le notait Ernest Renan, le Dieu des armées est toujours du côté de ceux qui ont les meilleurs soldats et les meilleurs généraux.

Nous avons les meilleurs militants. Nous avons le meilleur chef : Jean-Marie Le Pen. Tous les espoirs nous sont permis. Tous les succès sont à notre portée.

Carl Lang,
secrétaire général
du Front National



AVANT LA FIN DE LA DÉCENNIE NOUS SERONS AU POUVOIR

Les éternels discours optimistes

- ↑ Bruno Mégret au début des années 90
- ← *National-Hebdo*, 20 février 1989, p. 16
- ↓ *National-Hebdo*, 7 janvier 1991, p. 15

Notre mission aujourd'hui est d'apporter à la Nation l'espérance d'une véritable alternative politique au socialisme et au déclin. Nos perspectives à courts termes sont la préparation des élections cantonales et régionales où nous serons présents partout.

A côté de l'état de décomposition et de délabrement des partis de l'établissement, nous sommes la force unie (sans jeu de mot) organisée, cohérente qui, mois après mois, progresse dans l'opinion. Parce qu'il nous suffit de dire la vérité pour conquérir la confiance et le soutien de nos compatriotes, je suis convaincu de la victoire de nos idées et de notre Mouvement.





National Hebdo, 4 avril 1991. Lors de l'embrasement des banlieues fin 2005, beaucoup au FN se sont dits : « Le Pen avait prévenu, les gens vont nous rejoindre »...

■ La preuve par les banlieues

Disons-le nettement, ce discours est inepte. Les émeutes qui ont enflammé les banlieues fin 2005 le démontrent avec éclat. Au FN, les magasins saccagés, les bâtiments détruits et les voitures incendiées sous l'œil passif des forces de l'ordre ont fait naître un espoir fou : « Il y a bien longtemps que J.-M. Le Pen le prédisait, a-t-on pu entendre. Cette fois, c'est sûr, le peuple va nous rejoindre ». Il n'en a rien été. Pourquoi ? Parce que ces émeutes ont été analysées avec des idées de départ différentes. Certes, les gens convaincus que l'immigration sauvage en majorité musulmane entraînerait une « libanisation » de la France ont dit : « Nous avons raison ». Mais les petits bourgeois matérialistes persuadés que le bonheur est dans l'accès de tous à la société de consommation en ont tiré une tout autre conclusion :

« Ces pauvres immigrés sont des exclus de la croissance ; c'est notre faute, nous n'avons pas assez fait pour les intégrer. » Quant aux « antiracistes » ils ont lancé : « Ces violences démontrent qu'il y a encore trop de racisme en France. Ces jeunes issus de l'immigration en ont assez de la discrimination dans la rue, au travail, dans les boîtes de nuit. Ils réclament le respect. C'est légitime. » Ces émeutes n'ont donc pas « donné raison » à J.-M. Le Pen plutôt qu'à un autre. Elles ont donné raison à tout le monde, selon les idées que chacun professait au départ. Voilà pourquoi aucun afflux d'électeurs vers le FN n'a été constaté ensuite.

Au soir de sa défaite à Hénin-Beaumont, Marine Le Pen a soupiré : « *Sarkozy nous a dédianabolisés, mais ceux qui nous avaient quittés pour lui ne sont pas encore revenus vers nous.* »*. La pauvre attendra longtemps...

* Voy. *Le Monde*, 18 mars 2008, p. 13.

◆ LE FN, PARTI DEVENU RÉACTIONNAIRE

On ne le répétera jamais assez : la stratégie politique qui consiste à délaissier l'Idée et à s'appuyer tout d'abord sur les événements — les faits sociaux — est une absurdité. Elle peut tout au plus donner un temps quelques victoires de surface ; elle ne permettra jamais à un parti révolutionnaire d'arriver au pouvoir pour changer radicalement les choses ; et il faut bien qu'un parti soit révolutionnaire, si l'on attend de lui qu'il change les choses radicalement, c'est-à-dire à leur racine.

■ Un groupement hétérogène...

L'histoire du FN en France (une histoire qui, semble-t-il, appartiendra bientôt au passé) vient le prouver. Au FN, on a toujours délaissé l'Idée. On s'est au contraire toujours satisfait de fédérer, dans un mouvement, des « *sensibilités* » très différentes, parfois même contradictoires. En 1992, par exemple, Roland Gaucher écrivait :

Il y a parmi nous des gens qui procèdent d'écoles de pensée différentes : à savoir l'école de pensée catho-tradi (Anthony, Bayvet, Baeckeroot...) ; l'école de pensée maurassienne (Me Wagner, Brigneau, Madiran, etc.), l'école de pensée du GRECE et du Club de l'Horloge (Blot, Bardet, Mégret...) ; l'école du Solidarisme (Stirbois, aujourd'hui Collinot).

Roland Gaucher.
En 1992, il était heureux de constater qu'au Front national militaient des gens issus d'écoles très différentes. Certes, mais l'ennui était que ces militants professaient encore des doctrines très diverses et parfois contradictoires.



Et puis il faut penser à tous ceux qui viennent d'ailleurs : Tauran du poujadisme ; Roger Holeindre, notre cher Roger, de l'Armée française et de ses combats ; Pierres Descaves, Pierre Sergent, des combats menés, y compris dans le cadre clandestin de l'OAS, pour l'Algérie française ; et puis des jeunes (Jean-François Jalkh, Martial Bild et [...]) Car Lang) tous issus de la Droite dans sa longue marche à travers le désert [...].

L'énorme mérite de Jean-Marie Le Pen a été de réussir à fédérer toutes ces sensibilités qui tournent très souvent et très vite — j'en suis un très bon exemple — à l'humeur*.

■ ...soudé autour d'un programme minimum

Certes, il est toujours méritoire de parvenir à fédérer, au départ, des gens de sensibilités très différentes. Mais la tâche d'un chef vraiment révolutionnaire consiste à *unir* ensuite ces gens en leur donnant des bases doctrinales claires, bases doctrinales qui leur démontreront qu'aucune compromission n'est possible avec le Système actuel. On ne peut, par exemple, s'opposer efficacement à l'immigration qu'en invoquant les vraies raisons qui la condamnent (perte d'identité nationale et *spirituelle* de nos peuples). On ne saurait en faire disparaître les causes en invoquant des raisons hédonistes (le FN présente sa critique de l'immigration sur le mode d'un plaidoyer pour un « club Med » réservé aux Blancs) :

* Voy. *National-Hebdo*, 30 avril 1992, p. 14, col. D et E.

minute

HEBDOMADAIRE POLITIQUEMENT INCORRECT | MERCREDI 15 NOVEMBRE 2006 | N°2282 - 3,00 €

TROIS COULEURS, UN DRAPEAU, UNE FRANCE



A LIRE P. 8, 9 & 10

LE PEN RASSEMBLE TRES LARGE

de telles « raisons » ne font que conforter l'immigration, parce que l'hédonisme est objectivement vecteur de dénatalité, de délocalisations, d'individualisme et de recours à des mesures économiques à la fois ultra-libérales (pour maximiser la production) puis keynésiennes et bientôt franchement socialistes (afin de maximiser la consommation), autant de causes impliquant le recours nécessaire à l'immigration qui permet de tirer les salaires à la baisse tout en accroissant l'assiette des consommateurs sans avoir à favoriser la démographie des autochtones.

Au milieu des années 80, J.-M. Le Pen se trouva placé par la Providence pour réaliser cette mission d'éducation des masses. Dans *Les Français d'abord*, il écrivait :

Il faut expliquer au peuple que ses envies, ses désirs ou les tentations de la facilité ne correspondent pas toujours à son intérêt. Dans des phénomènes comme les phénomènes démographiques, il faut enseigner au peuple, l'avertir des conséquences dramatiques que peuvent avoir certaines mesures qui sont apparemment séduisantes et apparemment libératrices, alors qu'elles ne sont que des licences dont les conséquences sont terribles [1].

Mais J.-M. Le Pen n'a pas rempli sa mission. Soucieux de rassembler, il s'est contenté de réunir des citoyens autour d'un programme minimum : dénonciation de la faillite de la « bande des quatre », refus de l'immigration incontrôlée, refus du fiscalisme, contre Maastricht, pour l'Europe des frontières... Notons au passage l'indifférence de Le Pen à l'égard de sa succession [2] est révélatrice du mépris en lequel ce dernier tient la causalité des idées : le charisme du chef est tout, les idées et la formation philosophico-religieuse ne sont rien. Quoi qu'il ait pu dire ou écrire, J.-M. Le Pen n'a jamais été et ne s'est jamais voulu l'incarnation personnelle d'un principe destiné à lui survivre. Il s'est simplement forgé une personnalité hypertrophiée de sauveur. S'il a défendu avec ténacité certaines idées, c'était tout d'abord en fonction de leur puissance électorale immédiate, ce qui n'est pas le meilleur critère pour discriminer entre idées vraies et idées fausses.

Au motif qu'il y avait urgence, qu'il fallait d'abord prendre le pouvoir pour enrayer la course à l'abîme, il a laissé de côté toutes les grandes questions philosophiques, religieuses et morales susceptibles de diviser. « On verra bien après... Pour l'ins-

LA FAILLITE DES QUATRE

les ruines du château de Chamalières ne font plus peur à personne.
C'est la débâcle sur tous les fronts. Les vieilles boutiques s'effon-

mais aucun n'ose encore le reconnaître publiquement, même pas ceux qui, ici avec **Charles Pasqua**, ailleurs avec **Bernard Kouchner**, feignent de vouloir

National Hebdo, 20 décembre 1990. Pendant des années, le FN n'a cessé de dénoncer la faillite de la « bande des quatre ». Mais on ne construit ainsi pas un mouvement révolutionnaire ...

(1) : Voy. Jean-Marie Le Pen, *Les Français d'abord* (éd. Carrere-Michel Lafon, 1984), p. 177. (2) : Voire même une hostilité : Jean-Marie le Pen n'a jamais dirigé son propre parti qu'en marginalisant ceux qui pouvaient lui faire de l'ombre, et en exacerbant les tensions personnelles et idéologiques entre clans afin de mieux diviser pour régner.

tant, les faits nous donnent raison, les gens de tous les horizons nous rejoignent, ne les effarouchons pas... », tel était le leitmotiv.

■ **Peur d'aller jusqu'au bout**

Une des ses réponses, le 13 février 1984 à la fameuse émission « L'Heure de Vérité » de François-Henri de Virieu, est très révélatrice. Interrogé par Albert Du Roy sur la contraception, J.-M. Le Pen a répondu :

Non, je ne suis pas hostile à la contraception qui est d'une nature tout à fait différente [de celle de l'avortement], car en effet elle ne touche pas à la vie de l'enfant. Mais je souhaiterais qu'au moins cette liberté de ne pas concevoir soit largement contrebalancée par une propagande nataliste faite par l'État et une information du public et singulièrement des femmes françaises sur les nécessités vitales pour notre pays de remplacer les générations qui s'en vont, faute de quoi nous deviendrons un territoire de colonisation et le vide que nous aurons laissé sera occupé progressivement par les vagues dont parlaient tout à l'heure les deux maghrébins célèbres dont j'ai cité les noms [*Ibid.*, pp. 239-40].

Il y aurait beaucoup à dire sur cette réponse. Dans le cadre de cette étude, on se contentera de souligner que J.-M. Le Pen répondait comme celui qui aurait dit : « Je ne suis pas hostile à ce que les enfants aient libre accès aux pots de confiture. Mais

je souhaiterais qu'au moins cette liberté de plonger ses doigts dans la confiture soit largement contrebalancée par une propagande sur la nécessité de manger équilibré... ». C'était vraiment très naïf ! Donnez à un peuple déjà amolli la contraception, et il ne fera plus d'enfants. Quand on prône la vie, on s'oppose à l'avortement et à la contraception. Point final. J.-M. Le Pen ne pouvait naturellement l'ignorer. S'il a répondu ainsi, s'il a refusé d'aller jusqu'au bout de sa logique, c'était certainement pour ne pas effaroucher les masses...

■ **La réaction ne sert à rien**

Mais en généralisant cette stratégie, il n'a pas fondé un parti révolutionnaire. Il s'est retrouvé à la tête d'un mouvement unilatéralement *réactionnaire*, c'est-à-dire composé avant tout de conservateurs, de déçus et de petits bourgeois inquiets, tous soucieux de revenir à la France de papa ou de grand-papa (le petit café du coin, l'ordre dans les écoles, la messe en latin...). Or, le mal en général — moral, physique, politique, religieux — n'est qu'un manque ou une privation, dans un être, d'un bien qu'il est appelé à posséder en vertu de sa nature. C'est pourquoi le mal ne prolifère que là où les tenants du bien ont renoncé à développer ce dernier. Il en résulte ceci : la réaction contre le mal, en soi légitime, ne saurait être un retour à ce qui précédait historiquement la maladie mais qui la portait en lui. Arrière, donc, ceux qui combattent **uniquement** parce qu'ils éprouvent des nostalgies stériles ; nostalgie des bérets, du petit jardin, des jupes longues, de la pédagogie de grand papa, du Franc, de l'Algérie française, de l'Église de Pie XII... Revenir à la France des années 50, à l'Europe des années 50 ou à l'Église des années 50 ne résoudrait rien, car vingt ans après, on se retrouverait dans le même marasme. Il n'est de vraie réaction que si elle est authentiquement révolutionnaire.



• Faut-il pour autant rejeter la stratégie du rapprochement avec la droite du RPR, une droite assurément amère, déçue, démoralisée, même si cette stratégie n'a pas donné aux Européennes les résultats *immédiats* que nous en attendions ? Certainement pas. Mais il me paraît sage de compter sur le temps — à condition de ne pas rester les bras croisés —, compte-tenu qu'il ne doit pas y avoir (en principe) de grande compétition électorale avant trois ans, mais que de graves événements peuvent survenir.

Le travail essentiel à accomplir me paraît passer non par des papotages « salonnards », non par des rendez-vous mystérieux entre *initiés*, non par des approches entre *appareils* toujours difficiles, mais par des contacts *à la base*. J'exprime là, bien entendu, un point de vue *personnel*, et qui nécessiterait sans doute un examen plus approfondi. Mais j'ai eu l'occasion de constater à plusieurs reprises qu'entre les militants du RPR et ceux du Front, il y avait peu de différences sociologiques, que les uns et les autres étaient souvent issus des mêmes milieux populaires et que, sur bien des points, leurs réactions étaient viscéralement les mêmes.

Août 1989 : Roland Gaucher prône un rapprochement avec la droite « molle » au motif que les électeurs du FN ont les mêmes réactions viscérales que ceux du RPR... Preuve que le FN n'était absolument pas un parti révolutionnaire.

◆ UN DÉCLIN INÉVITABLE

Parti unilatéralement réactionnaire, le FN est devenu un mouvement de (pseudo) droite dure. En août 1989, d'ailleurs, R. Gaucher racontait :

Mais j'ai eu l'occasion de constater à plusieurs reprises qu'entre les militants du RPR et ceux du Front, il y avait peu de différences sociologiques, que les uns et les autres étaient souvent issus des mêmes milieux populaires et que, sur bien des points, leurs réactions étaient viscéralement les mêmes [1].

■ L'illusion du « pays réel »

Tous ces gens ont cru que, les faits leur donnant raison, de plus en plus d'électeurs se grouperaient autour du Chef, lui ouvrant ainsi les portes du pouvoir par les urnes — et qu'alors, on pourrait jeter le masque. Peu avant les Européennes de 1989, Bruno Mégret — qui voyait grand — déclara :

le courant que nous incarnons en France n'est pas une poussée de fièvre mais une lame de fond qui touche l'ensemble de l'Europe [2].

National-Hebdo, 15 juin 1989 : les faux espoirs de Bruno Mégret

EUROPÉENNES 89

BRUNO MEGRET :

**« LE COURANT QUE NOUS INCARNONS
SERA UNE LAME DE FOND
DANS L'ENSEMBLE DE L'EUROPE »**

A la veille du 18 juin, il nous a paru intéressant d'interroger un futur député qui n'a pas encore fait son baptême du feu européen, mais qui est suffisamment armé pour devenir un des futurs leaders du groupe.

Bruno Mégret, européen convaincu, nous dit ce que signifie l'Europe.

(1) : Voy. *National-Hebdo*, 3 août 1989, p. 2. (2) : Voy. *National-Hebdo*, 15 juin 1989, p. 17.

Dix-huit mois plus tard, après l'échec relatif enregistré aux Européennes, Philéas Fogg assura : « *Déjà, les cloches sonnent le glas de la république des gredins et de coquins* » [1]. De son côté, R. Gaucher écrivit :

Il y a, entre le pays légal et le pays réel, un fossé qui, jour après jour, se creuse davantage. Je ne crois pas que cette situation passive se prolonge longtemps. Alors, après une grande épreuve électorale (présidentielle ou législative, je ne suis pas Madame Soleil), l'heure de Le Pen sonnera au cadran de l'Histoire [2].

L'espoir suprême arriva le soir du 21 avril 2002. Le Pen était au second tour ! La majorité silencieuse allait se réveiller ! La France allait se sauver ! Dès le 23 avril, dans une lettre aux lecteurs sur papier jaune — peut-être certains d'entre vous l'ont-ils conservée — le VHO a tempéré ces espoirs. Les résultats du 5 mai nous ont donné raison. Ils ont démontré l'inanité de ce « beau » rêve. Le pays légal était bien le pays réel. Un pays réel qui venait de dire : « Plutôt jouir sans bornes sous la direction un escroc que travailler et se sauver sous celle d'un facho »...

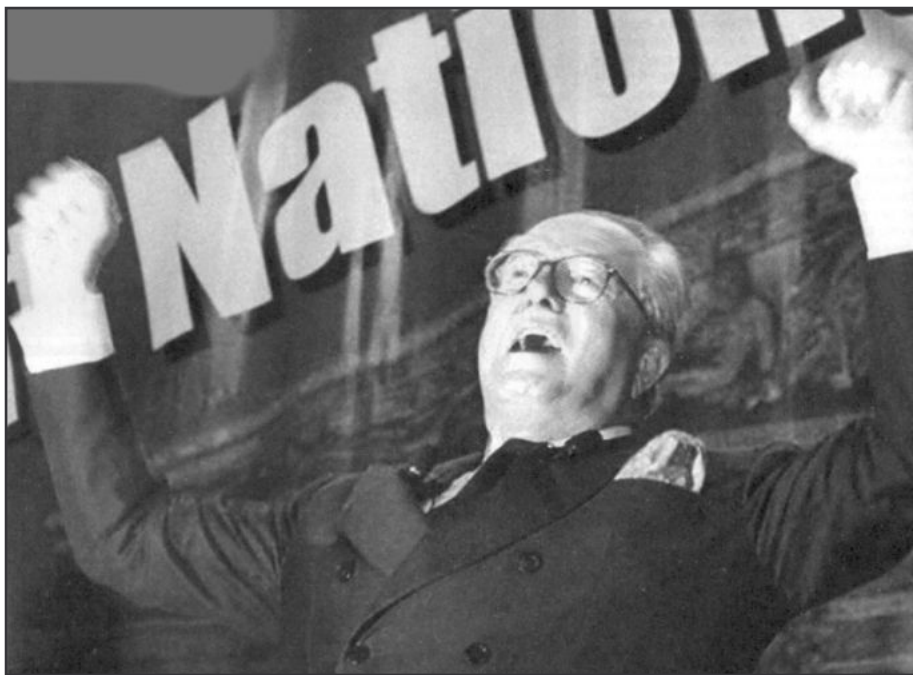
espoir pour 1991 a un nom : Le Pen. Les élections partielles qui se déroulent dans l'Hexagone montrent que les candidats du Front marquent des points alors que la gauche patauge dans son marasme, et que la « droite molle » se décompose un peu plus.

Il y a entre le pays légal et le pays réel, un fossé qui, jour après jour, se creuse davantage. Je ne crois pas que cette situation passive se prolonge longtemps. Alors, après une grande épreuve électorale (présidentielle ou législative, je ne suis pas Madame Soleil), l'heure Le Pen sonnera au cadran de l'Histoire.

C'est la chance, la seule chance des Français pour 1991. En ce qui nous concerne, nous serons à la pointe de ce combat.
R.G.

↑ *National-Hebdo*, 4 janvier 1991. R. Gaucher prévoir le « grand soir » à moyen terme...

↓ 21 avril 2002 : Jean-Marie au deuxième tour de l'élection présidentielle. Les optimistes se croient aux portes du pouvoir.



(1) : Voy. *National-Hebdo*, 20 décembre 1990, p. 10. (2) : Voy. *National-Hebdo*, 4 janvier 1991, p. 2.

■ Des électeurs qui reviennent au bercail

Si, à cette époque, le FN avait été composé de vrais révolutionnaires, convaincus pour des raisons d'Ide qu'aucune compromission n'était possible avec le Système, le combat aurait continué. Mais dénués de véritables convictions, les réactionnaires n'ont pas supporté la douche froide du 5 mai. A partir de ce moment, les troupes se sont débandées. Face à un chef vieillissant et sans successeur digne de lui, les cœurs se sont refroidis. Définitivement. Six ans plus tard, le résultat s'étale sous nos yeux. Un FN laminé, moribond, exsangue, parce que nombre de ses électeurs sans aucune conviction réelle l'ont délaissé pour pratiquer le « vote utile ». Dans *Le Monde*, on lit :

MM. Perrineau [directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof)] et Fourquet [directeur adjoint du département opinion publique de l'Ifop] s'accordent pour dire qu'une partie des électeurs du FN ralliés à Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle a soutenu les candidats de l'UMP, malgré leurs critiques à l'égard du président de la République (*Le Monde* du 7 février 2008). Les deux analystes constatent qu'à l'est de la ligne de partage Calais-Perpignan, zone de force du FN, « *la droite résiste mieux que dans l'ouest où elle ne bénéficie pas de réservoir de voix frontistes* »*.

Quoi de plus normal, puisque, comme l'écrivait R. Gaucher, « *entre les militants du RPR et ceux du Front, il y avait peu de différences sociologiques, que les uns et les autres étaient souvent issus des mêmes milieux populaires et que, sur bien des points, leurs réactions étaient viscéralement les mêmes* » ? Au terme de sa carrière politique, J.-M. Le Pen paye le fait d'avoir délaissé l'Ide au motif qu'il fallait d'abord agir. **Il paye son refus**

d'admettre que les idées mènent le monde, puisque ce sont elles qui non seulement donnent leur sens aux faits constatés, mais qui encore font exister la réalité même ; il y a une logique des idées dont la réalité n'est que l'incarnation, de sorte qu'on ne saurait agir sur le réel autrement qu'en comprenant la logique idéale dont le réel tient sa réalité même. Il sera revenu sur ce point plus bas, pour les lecteurs soucieux de comprendre les raisons profondes du constat ici dressé.

CONCLUSION : ETRE RÉVOLUTIONNAIRE

Evidemment, si le Front national, prenant acte de ses échecs et de ses erreurs, se mettait à professer désormais un enseignement explicitement catholique, antidémocratique, antirépublicain, révisionniste et antilibéral, ainsi un programme d'action assumant le fascisme et le national-socialisme afin de les dépasser sans les ignorer et sans les trahir, alors nous rejoindrions cette formation comme simples militants heureux de servir la bonne cause dans l'anonymat. Aujourd'hui, parce que cette conversion idéologique n'est pas — c'est le moins que l'on puisse dire — à l'ordre du jour, il est devenu nécessaire de reprendre le flambeau. Non pas pour fédérer à nouveau les réactionnaires — que nous vomissons — dans un Front national « nouvelle mouture », mais pour unir les véritables révolutionnaires. Telle est la mission du Mouvement de Combat Saint-Michel. Prenant pour modèle le Christ, notre discours restera le même : franc, direct et sans concession au détriment de la vérité. Oui, nous sommes intégralement catholiques, nationaux-socialistes et révisionnistes. D'accord ? Alors rejoignez-nous. Pas d'accord ? Alors tant pis...

* http://www.lemonde.fr/municipales-cantoniales/article/2008/03/13/les-electeurs-du-front-national-se-sont-refugies-dans-l-abstention_1022427_987706.html.

Certes, nous subirons la répression (nous la subissons d'ailleurs déjà !). De plus, nous ne remporterons aucune victoire de surface ; si notre effort est digne d'être retenu par la Providence au titre de son instrument, nous savons qu'il nous faudra être patients, et que les effets de ces efforts ne seront manifestes que longtemps après notre propre disparition personnelle. Enfin, nous risquons de demeurer à l'état de groupuscule qui, faute d'appui populaire, s'éteindra peut-être sans rien laisser derrière lui. Dans ce cas, cela voudra dire que les peuples d'Europe n'étaient plus dignes de se sauver. « *Quand une qualité cesse de trouver un emploi, a écrit Lanza del Vasto, elle se racornit et disparaît.* »* Cependant, nous préférons le savoir très vite plutôt que de nous bercer d'illusions pendant trente ans. Pour les révolutionnaires que nous sommes, tenir un discours franc, direct et sans concession permet de subir l'épreuve de vérité : si le peuple le reçoit, rien ne nous arrêtera ; si le peuple y reste sourd, alors nous sombrerons bientôt face à la répression ; nos idées sont salvatrices parce qu'elles sont vraies, et elles sont vraies parce qu'elles sont les idées mêmes dont une réalité soucieuse de ne pas périr — ainsi de subsister comme réalité — est pêtée ; nous savons que seules les idées vraies sauvent les peuples, qui conditionnent les conditions matérielles de leur réalisation historique ; et les idées vraies répudient la possibilité même d'une action menée dans le contexte de la république jacobine

et de l'esprit démocratique. On dira que nous ne sommes qu'une poignée, et que nous nous ôtons toutes possibilités de percer en tournant le dos aux institutions toutes-puissantes et largement plébiscitées par le peuple français et par les peuples occidentaux. Mais nous savons aussi deux choses. S'il y a une logique des idées vraies, il y a aussi une logique des idées fausses, lesquelles ne peuvent pas ne pas faire périr les réalités qui s'efforcent à les incarner. La réalité démocratico-libérale est hantée par des contradictions mortifères génératrices de dysfonctionnements et de crises qui ne peuvent pas ne pas engendrer des souffrances invitant, sans certes les nécessiter, ceux qui les subissent à procéder à une révision déchirante de leurs principes. Il n'est évidemment pas au pouvoir du Mouvement de Combat saint-Michel de précipiter, au sens chimique du terme, les crises (politiques et économiques) susceptibles d'instaurer un climat de guerre civile et de révolution.

Mais c'est au Mouvement de Combat saint-Michel qu'il appartient, par son enseignement et son action, d'orienter les consciences afin de les aider, sous la pression des maux que leur fait subir leur attachement aux idées fausses, à répudier de tels principes quand l'Histoire viendra à eux en suscitant des crises. Penser et agir sans concession, telle est la voie, la seule. Elle est dure, mais aucune révolution ne s'est jamais faite sur un lit de roses. Seule la Croix sauve...

* Voy. L. del Vasto, *Pages d'enseignement* (éd. du Rocher, 1993), p. 51.

APPENDICE

Jean-Jacques Stormay

Deux mots encore, conformément à ce qui fut annoncé plus haut ; d'une part les idées mènent le monde, d'autre part le cadre républicain est structurellement incapable de rendre possible la percée d'un courant non démocratique.

On croit trop souvent que les idées n'existent comme telles que dans les mots, que les mots ne sont que des paroles, à toute distance d'une réalité sur laquelle elles ne sauraient « mordre » ; on croit toujours que les idées ne sont que le vêtement dont se parent, à titre de caution, les volontés et les passions supposées seules agissantes. On méconnaît par là deux choses. D'abord, les passions individuelles n'ont d'efficace que si la volonté y consent, soit pour s'en fortifier soit pour y succomber. Or la volonté, comme « appétit rationnel » (saint Thomas d'Aquin), n'est autre que la tendance, maîtresse de son acte, qui porte vers un bien en tant qu'il est *conçu* par l'intelligence, et c'est ce qui différencie la volonté des désirs (qui ne portent vers le bien qu'en tant qu'il est connu par les sens) ; il est clair que la raison est le moteur de la volonté ; or la raison se nourrit d'idées ; donc ce sont les idées dont l'homme fait librement habiter sa tête qui sont le premier moteur – avec la logique qu'elles charrient – des actions des hommes. Par ailleurs, loin de n'être que l'innocent reflet plus ou moins adéquat d'une

réalité qui n'aurait aucun commerce avec les idées, la réalité est pétrie d'idées, ces dernières sont tellement constitutives de la réalité qu'elles sont ce qui donne à la réalité d'être réelle. Les thomistes, à bon droit, expliquent en effet le réel en termes de matière et de forme. Est réel ce qui est unité de ces deux principes qui ne sont *un* être (réel) que dans leur unité même, et qui sont l'un à l'autre comme la puissance l'est à l'acte. Or la puissance est ontologiquement suspendue à l'acte qu'elle limite (c'est l'essence de l'eau, ainsi sa forme ou son acte, qui habilite cette portion d'eau à avoir la puissance de produire de l'oxygène), donc la matière n'a d'existence ou de réalité que par la forme : quand, par exemple, l'âme se sépare du corps, ce dernier se décompose, il perd sa réalité propre. Or *l'idée que l'on élabore pour connaître une réalité n'est autre que la forme de cette réalité, en tant qu'elle est reçue sans sa matière dans l'intellect qui la conçoit*. Aussi est-ce à bon droit que notre intelligence est dite « devenir », intentionnellement, la réalité qu'elle connaît. Puis donc que les idées sont les formes ou essences actualisant cette puissance à être *un* être, *ainsi à être de la réalité*, qu'est la matière, alors il faut dire que *les idées sont constitutives du réel* : les idées vraies sont les vraies idées ; et les idées fausses ne sont encore vraiment des idées (si elles ne l'étaient pas, elles ne

seraient que des images, c'est-à-dire des mirages, du « flatus vocis ») que par la part de vérité tronquée qu'elles contiennent encore, mais qui, parce que tronquée, absolutise unilatéralement un aspect de la réalité, au point que de telles idées sont des erreurs dont l'incarnation fait se détruire la réalité. Concluons : la réalité n'est pas à distance des idées qui l'expriment, elle en est l'incarnation. Même si celui qui professe des idées ne les adopte que pour viser tout autre chose que ce qu'elles contiennent objectivement, sa pensée et son action se verront tôt ou tard ployer sous la pression de la logique de ces idées. Par exemple, même si l'on ne plébiscite le système libéral et la « liberté de conscience » que pour se donner les moyens constitutionnels de faire entendre la vérité (qui n'est ni démocratique ni libérale), on finit toujours dans la peau d'un libéral au terme de palinodies lamentables. On dira que Hitler a pris le pouvoir par les urnes ; mais Hitler avait pris soin, dans son programme d'action démocratiquement présenté au peuple, de condamner dans leur principe la démocratie et le libéralisme avant même de prendre le pouvoir. Autre exemple : il y a des catholiques naïfs qui croient opportun, voire « rusé », de souscrire au principe de l'œcuménisme afin de se donner les moyens de faire entendre la voix de la Tradition. On sait le résultat dans les deux cas : nos « politiques » avisés finissent dans la peau de libéraux modérés, et nos « catholiques » finissent toujours par avaliser le venin de Vatican II. Mais ces traîtres qui se veulent subtils n'en continueront pas moins à se targuer d'être réalistes...

Le bien est ce qu'un être désire en tant qu'il désire sa perfection, mais un tel être n'est pas cette perfection (autrement il ne manquerait de rien et ne désirerait rien) : le désir ne saurait se désirer au point de se nourrir de lui-même, autrement il ne serait pas manque. Donc le bien est ce

qu'un être désire au titre de *fin*. Mais partout où il y a des biens divers, il existe une hiérarchie entre eux, aussi y a-t-il nécessairement un maximum dans l'ordre du bien, nommé souverain bien. Mais ce bien est nécessairement *spirituel* : un bien spirituel est participable (une vérité, une vertu, peuvent exister tout entières dans plusieurs personnes, au rebours d'un bien matériel qui ne peut subsister tout entier en plusieurs sans être divisé) ; c'est pourquoi un bien spirituel ne m'appartient pas (ce que je possède est privé), *il est ce à quoi j'appartiens*, je l'aime comme mon meilleur bien en tant qu'il est fin de moi-même, il est *commun* (il exclut de se limiter à l'ordre du privé), et c'est pourquoi *je l'aime en tant que je lui suis rapporté*. Mais de ce fait il exige le sacrifice de ma subjectivité, au point que celle-ci n'est satisfaite que comme rapportée à lui, comme se mettant à son service. La conséquence est claire dans sa radicalité : un bien auquel je ne me rapporte pas, ainsi un bien que je rapporte à moi, est nécessairement un bien matériel. Or la démocratie et l'esprit républicain sont nécessairement individualistes, puisqu'ils sont contractualistes ; donc ils sont subjectivistes, ils ne sauraient promouvoir d'autres biens que privés, renvoyant chacun à sa subjectivité prise pour fin, et avec elle à l'hédonisme ou au matérialisme en la plasticité indéfinie et en le caractère indéfiniment réitérable desquels elle célèbre son infinité supposée. Un bien spirituel crucifie la subjectivité qui ne se comble en demeurant intègre que par ce sacrifice. On peut arriver au même résultat de la manière suivante : un bien matériel est *consommé*, converti à l'identité *formelle* de celui qui le consomme, au lieu qu'un bien spirituel – telle une idée – a raison de forme pour l'intellect qui le reçoit, il l'informe (au sens fort du terme), et c'est l'intellect qui a raison de « matière » par rapport à l'idée ; or la matière est pour la forme comme la puissance est pour l'acte

(qui est sa fin), donc la subjectivité ne s'accomplit, ne se repose dans son vrai bien, qu'en étant rapportée à ce dernier, loin d'en faire un instrument ; la vérité n'est pas la simple nourriture de la raison et de la subjectivité, l'idée vraie ne nourrit la subjectivité qu'en se la subordonnant, en faisant d'elle l'instrument par lequel elle rayonne, et c'est dans ce seul rôle consenti d'instrument que la subjectivité s'épanouit sans périr d'intumescence.

Si l'on consent à conjuguer les résultats des deux raisonnements qui viennent d'être rapidement menés (primat de l'idée, et individualisme structurel de l'esprit républicain), on obtient ceci : pour promouvoir les biens spirituels, il faut en finir avec l'esprit démocratique et républicain, il faut commencer par les condamner dans leur principe et les attaquer de front ; toute velléité d'entrisme ou de concession stratégique est infailliblement porteuse de trahisons.

Achevons ce sombre constat par quelques considérations moins pessimistes :

Michel-Ange, quand il travaillait dans son atelier, plein d'une impatience sublime, n'imposait pas seulement au marbre une forme fille de lui-même, il réalisait aussi un rêve de la pierre, et parmi les éclats du ciseau et du marteau, frappant avec la violence et l'audace d'un demiurge, il allait au-devant d'une statue prisonnière dans le marbre. C'est pourquoi, dans la carrière, il choisissait les blocs avec tant de soin, il les tâtait, les caressait, les écoutait pour ainsi dire. Toute réalité est incomplète et nous appelle par là. Elle ne nous est jamais donnée comme une chose achevée, mais comme une chose qui se cherche, elle a toujours besoin de nous, elle est prête à nous complaire, pourvu que nous l'aidions. *Les peuples aussi ont leur vœu, mais on les contente moins en écoutant ce qu'ils*

disent qu'en devinant ce qu'ils attendent, car une nation ne connaît vraiment ses désirs que lorsqu'elle les a satisfaits » [Voy. Abel Bonnard, *Écrits politiques*, le 7 septembre 1940, dans « Berlin, Hitler et moi » (Paris Avallon, 1987, inédits politiques).]. Qu'entendons-nous rappeler par là ? Tout simplement qu'il ne faut pas désespérer, quelque degré de lucidité que nous ayons à l'égard des travers de nos contemporains. On connaît la fable du chêne et du roseau philosophiquement rectifiée par Jean Anouilh : au lieu que le dernier mot revienne au roseau bassement vengé dans son insignifiance par la chute du chêne, c'est à ce dernier que revient de professer la leçon de la fable : « je suis encore un chêne » ; la chute de ce qui est grand par nature ne supprime pas sa vocation, et n'élève pas ce qui est petit. Les Français sont avachis, décadents, efféminés, rendus américanomorphes, abrutis par les pires idées fausses, outragés par l'envieux ressentiment des masses du tiers-monde avides de les supplanter, mais ils demeurent des Français, des Blancs glorieux de vieille souche dépositaires d'un patrimoine spirituel et encore biologique sans comparaison : la France est la synthèse du génie européen. Les Français aiment par nature la grandeur, quelque assommés et envenimés qu'ils soient par deux siècles et demi de jacobinisme, quelque incapables qu'ils soient de manifester aujourd'hui cette aspiration aussi longtemps qu'ils demeurent paralysés par le subjectivisme ; il n'est pas jusqu'à leurs délires abstraitement universalistes, exprimés dans la stupide philosophie des droits de l'Homme, qui ne fassent mémoire — certes en la dévoyant — de cette vocation à la grandeur. Un peuple qui n'est pas capable d'aller très loin dans le mal n'est pas capable d'aller très loin dans le bien, et la France est allée très loin dans le mal. Les Français refusent consciemment, aujourd'hui, toute aspiration à la grandeur, tout

effort, toute abnégation, ils semblent prêts pour l'abattoir. Mais, comme le dit Bonnard, « les peuples aussi ont leur vœu », et « une nation ne connaît vraiment ses désirs que lorsqu'elle les a satisfaits ». Si les soubresauts consécutifs aux crises douloureuses — en particulier économiques — qui ne manqueront pas tôt ou tard d'affecter notre peuple, n'en viennent pas à avoir raison de son existence biologique, peut-être ce vœu implicite de grandeur corrélatif du plébiscite de l'abnégation de la subjectivité, en viendra-t-il à se frayer un chemin dans la boue putréfiée de sa déjà vieille décadence. Peut-être ce sens de la majesté, de l'universel, ce goût pour la mesure qui maximise la vraie puissance et fait des Français les Hellènes de la modernité, ces vertus ancestrales et ce génie profond qui confèrent à l'héritage de nos aïeux le statut de modèle pour un monde qui s'est toujours *culturellement* reconnu subjugué par eux, en viendront-ils à renaître, dans la douleur. Si nous n'étions persuadés de cela autant que de la décadence profonde de nos compatriotes, nous ne tiendrions pas pour utile de continuer à faire de la politique. Les Français se sont mis dans de bien sales draps, répandant de par le monde depuis 89 les effluves empestés de leur couche malade. Mais ils sont les seuls à pouvoir se relever, et peut-être, aujourd'hui, à relever le monde : il leur suffit d'inverser le circuit de leur vie subjective ; *corruptio optimi pessima*. **Le subjectivisme n'est que la maladie de la subjectivité.** La subjectivité est cette instance, en nous, qui décide de

laisser la raison se faire informer par la vérité, ou d'en détourner la raison pour la faire se laisser subvertir par l'erreur et le mensonge, et c'est sous ce dernier rapport que la subjectivité, se prenant pour fin, dégénère en subjectivisme. Mais, parce que les décisions qui conditionnent le magistère de la raison sont en retour, en droit, mesurées par la raison, alors la subjectivité ne s'affirme, au profit de la raison, que dans son renoncement à soi, acmé de la maîtrise de soi et de la vraie puissance. Et seule une subjectivité puissante — telle celle, incomparable, de l'âme française, capable de se soustraire aux idées fausses avec la même promptitude que celle qui présida à son abandon à elles — conserve les ressources de se grandir en se crucifiant. Les Français sont paralysés par leur individualisme comme l'est un ivrogne par sa bouteille, incapable qu'il est de renoncer à ce qu'il n'aime qu'en le haïssant ; mais à l'approche de l'agonie, un renversement est toujours possible. Face à la mort, on ne peut plus se mentir, et c'est alors, avec la grâce de Dieu, que la matière d'un peuple « est prête à nous complaire, pourvu que nous l'aidions ». Le Mouvement de Combat saint-Michel se veut le promoteur d'une seconde Révolution française — voilà au moins, à toute distance des calculs d'épicier relatifs au sacrosaint « pouvoir d'achat », un programme d'action à la mesure de la France ! — qui abolira les effets mortifères de la première en prévenant, par les bienfaits du fascisme, tout retour aux conditions réactionnaires qui l'avaient rendue possible.